

RAPPORT N° 4

4 février 2002

du Conseil d'Etat au Grand Conseil concernant le plan directeur cantonal

Conformément à l'article 22 al. 2 de la loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATeC), nous vous transmettons un rapport sur le plan directeur cantonal à titre consultatif.

La procédure d'établissement du plan directeur cantonal prévoit que le Grand Conseil intervient à deux reprises dans le processus:

1. Il définit la politique générale d'aménagement du territoire en arrêtant les objectifs d'aménagement. Dans le cadre de la présente révision, le Grand Conseil a adopté le 17 septembre 1999 un décret fixant les idées directrices et les objectifs en matière d'aménagement du territoire.
2. Il prend connaissance d'un rapport sur le plan directeur cantonal, à titre consultatif. Le présent rapport vise à répondre à cette exigence.

1. DOCUMENTS TRANSMIS AU GRAND CONSEIL

Afin de permettre une prise de connaissance complète du dossier, trois documents sont annexés à ce rapport. Il s'agit:

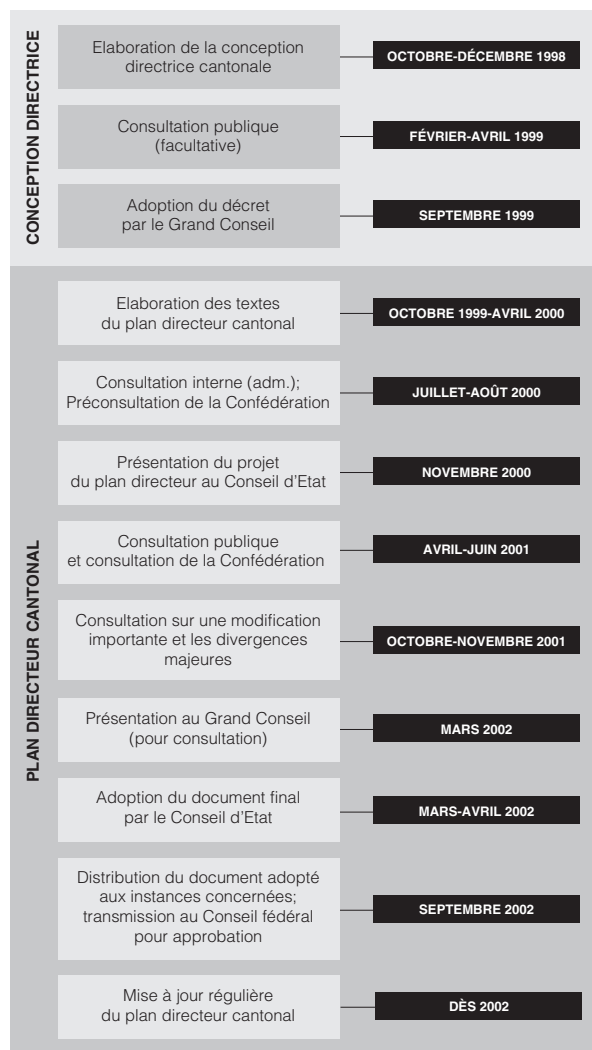
- d'un *Guide d'utilisation du nouveau plan directeur cantonal*, brochure explicative qui résume le contenu du plan directeur avec explications et description de la procédure. Cette publication a été imprimée pour la consultation publique et n'a pas été adaptée suite à cette consultation.
- du projet de *Plan directeur cantonal*, adapté suite à la consultation publique. Les pages qui ont été modifiées dans leur contenu suite à la consultation publique ont été imprimées sur du papier gris et les textes modifiés sont mis en évidence par des caractères gras et italiques.
- du *Rapport de consultation*, document établi suite à la consultation publique. Ce rapport présente l'ensemble des remarques formulées lors de la consultation publique et les réponses du Conseil d'Etat.

2. HISTORIQUE DES TRAVAUX

La révision du plan directeur a débuté fin 1997. Les travaux de révision se sont déroulés selon deux étapes bien distinctes:

- a) Elaboration de la conception directrice (énumération et description des idées directrices et des objectifs d'aménagement du territoire);
- b) Elaboration du plan directeur cantonal (application des idées directrices et des objectifs).

Le graphique ci-après permet d'identifier les principales étapes passées et à venir de la révision.



3. LE DÉCRET DU 17 SEPTEMBRE 1999

Le plan directeur se base sur les buts et principes de l'aménagement du territoire définis aux articles 1 et 3 de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire. L'article 1, alinéa 1 mentionne notamment que «La Confédération, les cantons et les communes veillent à assurer une utilisation mesurée du sol. Ils coordonnent celles de leurs activités qui ont des effets sur l'organisation du territoire et ils s'emploient à réaliser une occupation du territoire propre à garantir un développement harmonieux de l'ensemble du pays. Dans l'accomplissement de leurs tâches, ils tiennent compte des données naturelles ainsi que des besoins de la population et de l'économie.».

Le plan directeur a également été construit à partir des idées directrices et des objectifs spécifiques issus de la conception directrice d'aménagement du territoire. Cette conception a été adoptée par un décret du Grand Conseil lors de la session d'automne 1999.

Le plan directeur se base sur les cinq idées directrices suivantes:

1. Assurer un développement durable pour l'ensemble du canton
2. Constituer un réseau entre les centres ainsi qu'entre les centres et le reste du territoire
3. Utiliser au mieux les infrastructures existantes

4. Mettre en valeur les atouts du canton
5. Contribuer au dépassement des limites administratives en aménagement du territoire.

Les idées directrices sont concrétisées par l'élaboration de 17 objectifs clairement définis et complémentaires:

1. Maintenir et renforcer la position du centre cantonal dans le réseau des villes suisses
2. Maintenir et renforcer le rôle des centres régionaux, relais entre la région et le centre cantonal
3. Concentrer les efforts d'urbanisation dans les endroits appropriés
4. Concentrer le développement économique d'importance cantonale dans les endroits appropriés
5. Concentrer le développement touristique d'importance cantonale dans les endroits appropriés
6. Collaborer avec les centres voisins extérieurs au canton
7. Inciter à la planification régionale et intercommunale
8. Assurer des liaisons performantes entre le centre cantonal, les centres régionaux et les agglomérations voisines
9. Augmenter la part modale des déplacements en transports collectifs, notamment sur le réseau cantonal et dans le centre cantonal
10. Contribuer à assurer une desserte régionale adaptée à la situation et aux besoins régionaux en déplacement
11. Rationaliser et concentrer les investissements
12. Aménager et mettre en valeur l'espace rural en tenant compte de sa diversité et des différentes fonctions qu'il remplit de façon à assurer sa pérennité pour les générations futures
13. Maintenir et mettre en valeur par la mise en réseau les sites naturels et paysagers et contribuer à rehausser la valeur écologique des régions très sollicitées
14. Maintenir et mettre en valeur le patrimoine culturel d'importance nationale, cantonale et régionale
15. Aménager l'espace forestier de manière à assurer de façon durable ses diverses fonctions
16. Prévenir les dangers naturels prioritairement par des mesures de planification
17. Assurer des conditions environnementales acceptables et préserver les ressources.

4. RÔLE DU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

Le plan directeur cantonal est pour le canton le document principal de l'aménagement du territoire, et son outil de planification primordial.

Le plan directeur définit le développement spatial du canton et coordonne toutes les activités qui lui sont liées, tout en les orientant durablement. Son application s'étend sur une période de 10 à 15 ans, mais il est conçu de manière à permettre des adaptations en tout temps et ainsi de tenir compte très rapidement des éventuelles modifications des conditions-cadre.

Le plan directeur comprend les buts et les principes de la politique cantonale en matière d'aménagement du territoire. Il définit les études devant encore être réalisées pour la prise de décisions à venir. Enfin, il constitue une aide à la décision pour les projets et les planifications. Pour les régions et les communes, il énonce les lignes du développement spatial souhaité par le canton.

Le plan directeur se base sur des études cantonales, des plans sectoriels et des inventaires, aussi bien que sur l'expérience et la pratique acquise en matière d'aménagement du territoire.

5. CARACTÉRISTIQUES DU NOUVEAU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

Contrairement au plan directeur cantonal de 1987, le nouveau contenu renonce à développer les projets de manière concrète et détaillée. Il se limite essentiellement aux priorités et aux objectifs fixés par la politique cantonale en matière d'aménagement du territoire. Ce niveau d'abstraction relativement élevé permet une gestion plus flexible du document, soit une adaptation rapide et aisée du contenu à tout nouveau paramètre influant sur l'aménagement du territoire. Les expériences faites au cours des dernières années ont démontré que les plans directeurs cantonaux qui dressent l'inventaire de projets concrets s'avèrent trop lourds pour permettre une mise à jour dans les délais fixés.

6. STRUCTURE DU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

Le nouveau plan directeur cantonal comprend des textes et des cartes qui constituent le plan directeur cantonal en tant que tel, ainsi qu'une annexe: le rapport explicatif. Le contenu du plan directeur cantonal est une partie indépendante et compréhensible à lui seul, alors que le rapport explicatif contient des informations et des définitions complétant cette première partie.

6.1 Chapitres

Le plan directeur se compose de quatre chapitres:

- Urbanisation et équipements
- Transports
- Espace rural et naturel
- Environnement.

6.2 Thèmes

Chaque chapitre est subdivisé en cinquante-neuf thèmes. D'autres thèmes pourront s'ajouter ultérieurement. Les différents thèmes sont toujours structurés selon le même schéma. Les titres des subdivisions et leur numérotation se présentent comme suit:

1. Problématique
2. Principes
3. Répartition des tâches
4. Mise en œuvre
5. Références.

Les titres des subdivisions conservent invariablement la numérotation attribuée ci-dessus, même si une ou plusieurs subdivisions ne figurent pas dans le thème.

6.3 Contenu des thèmes

La partie «1. Problématique» sert à chaque fois d'introduction au thème traité. Elle informe des principaux problèmes déjà rencontrés en lien direct avec ce thème. Cette première partie mentionne également les études et les plans cantonaux ou nationaux existants.

La partie «2. Principes» présente, pour la thématique traitée, les buts de la politique du canton, les principes de localisation ainsi que les principes de coordination.

La partie «3. Répartition des tâches» définit les tâches à accomplir par la Confédération, l'administration cantonale, les régions, les communes et toute autre instance concernée.

La partie «4. Mise en œuvre» définit les études à mener au niveau du canton. Elle souligne les relations de fond entre ces différentes études et attire l'attention sur les conséquences des principes énoncés pour les plans directeurs régionaux et les plans d'aménagement local. La rubrique «Procédure pour la réalisation d'un projet» informe des particularités à respecter lors de l'élaboration d'un dossier. En outre, elle précise le type de procédure à suivre, en se référant aux bases légales en vigueur, et le moment auquel un document doit être produit.

La partie «5. Références» inventorie les documents existants dans le domaine, tant au niveau fédéral que cantonal ou technique.

6.4 Cartes

En plus de la partie texte, le plan directeur comprend une carte de synthèse et différentes cartes de détail. Ces documents font partie intégrante du plan, dont ils complètent le contenu écrit du plan directeur, en situant géographiquement la ou les parties du thème traité.

La carte de synthèse est établie à l'échelle de 1:50'000, conformément aux exigences de la Confédération. Elle illustre l'état actuel de l'aménagement du territoire du canton. Si elle se veut la plus complète possible, elle se limite inévitablement aux éléments essentiels.

Le fonds topographique utilisé pour la carte de synthèse est fourni par la Confédération. Comme l'explique le texte introductif de la carte, les changements récents (fusion de communes, tracé définitif de l'autoroute A1,...) ne sont pas encore intégrés.

La carte de synthèse figurant dans le plan transmis au Grand Conseil est celle de la consultation publique. Il n'a pas été possible de mettre à jour ce document en raison des montants financiers importants que nécessite son impression. La carte sera adaptée et réimprimée, suite à l'adoption du Conseil d'Etat, en intégrant les données fédérales que la Confédération mettra à disposition du canton.

7. RÉSUMÉ DU RAPPORT DE CONSULTATION

Dans le résumé du rapport de consultation, les prises de position des intervenants alternent avec les réponses du Conseil d'Etat. Afin de faciliter la compréhension du lecteur, les réponses du Conseil d'Etat figurent en italique.

7.1 Nombre de prises de position

126 communes se sont prononcées, 11 associations régionales, la Confédération, 3 cantons voisins, 5 partis politiques, 18 associations, 4 instances cantonales, 4 particuliers et 3 associations ou bureaux d'aménagement du territoire.

7.2 Forme du document

Majoritairement, les intervenants trouvent le document clair et bien structuré (22 intervenants).

Quelques prises de position trouvent que le document va trop dans le détail (5 intervenants). Quelques intervenants

émettent des doutes face à l'ampleur et à la complexité du document (4 intervenants).

7.3 Calendrier de la révision

Trois communes soulignent que la période de consultation était mal choisie étant donné le renouvellement des autorités communales.

Il est à relever que la période de consultation a été retardée pour attendre la mise en place des autorités communales renouvelées. Les communes ont été préalablement averties de cette consultation afin de pouvoir prendre les mesures organisationnelles nécessaires.

Sept intervenants estiment que le calendrier annoncé par la Direction des travaux publics est irréaliste pour envisager de répondre correctement à la consultation publique ou envisager des modifications du plan.

Le calendrier annoncé est un calendrier idéal. Il a été modifié, respectivement allongé en vue précisément de pouvoir intégrer les modifications issues de la consultation.

7.4 Elaboration du plan directeur cantonal

Cinq intervenants estiment que les régions, les communes et la population auraient dû être mieux intégrées à l'élaboration du plan directeur cantonal. La consultation publique sur le projet terminé est jugée insuffisante.

Le Conseil d'Etat estime qu'il a mis en œuvre une bonne stratégie de participation pour l'élaboration du plan. Pour des travaux de planification à l'échelle cantonale, il est impossible d'associer toute la population ou toutes les communes. Il faut procéder par le biais de la consultation d'un échantillonnage représentatif des principaux milieux concernés. La Commission cantonale consultative pour l'aménagement du territoire joue ce rôle et elle a suivi l'ensemble des travaux d'élaboration du plan. Neuf communes expriment leur souhait d'être consultées sur les études cantonales à élaborer suite au plan directeur ou sur toute modification du plan directeur.

Toute modification importante du plan directeur, suite à une étude cantonale ou non, doit être mise en consultation publique à l'image du projet de plan directeur cantonal. Les études cantonales pouvant être à l'origine d'une proposition de modification seront jointes au dossier de consultation.

7.5 Philosophie du plan

Cinq intervenants reprochent un manque de vision du plan directeur.

Le plan directeur cantonal est la concrétisation de la stratégie définie dans la conception directrice. La vision demandée a donc été présentée il y a deux ans. Il faut signaler qu'un plan d'aménagement peut comprendre une vision sans que cette dernière ne prenne la forme d'un dessin très précis.

Le plan directeur cantonal devrait proposer davantage en matière de stratégie de collaboration intercantonale (7 intervenants).

Le plan directeur cantonal reconnaît un centre bi-polaire intercantonal (Estavayer-le-Lac – Payerne) et un pôle de développement intercantonal dans la plaine de la Broye. Un point stipule, dans la répartition des tâches, les nécessités de collaboration intercantonale dans les domaines où cela se justifie. Il est vrai que les différences de calendrier ou de procédure entre les cantons ne facilitent pas une coordination totale.

7.6 Définition des objets d'importance cantonale et principes pour les objets régionaux et locaux

Cette démarche est largement approuvée (45 intervenants). Sept prises de position demandent cependant de la souplesse dans sa mise en œuvre, alors qu'une prise de position demande une application stricte. Trois intervenants n'ont pas de remarque.

7.7 Rôle des régions

La délégation de compétence aux régions est massivement soutenue (54 intervenants). Deux intervenants demandent cependant que la minorité soit respectée et six intervenants précisent qu'un contrôle du canton sur les travaux des régions doit être maintenu.

Trois intervenants sont opposés à cette délégation qui est, selon eux, contraire à l'autonomie communale.

Le plan directeur cantonal doit définir les régions (5 intervenants).

Cette démarche a été écartée pour plusieurs raisons: d'une part, les travaux de la Constituante sur les structures territoriales; d'autre part, l'existence de régions disposant d'un plan directeur régional ou souhaitant en établir un, comme la Broye, le Lac, la Singine, la Gruyère et la région Glâne-Veveyse.

Les régions périphériques ne sont pas suffisamment prises en compte selon dix prises de position.

L'organisation du territoire proposée, un réseau entre les centres, ne délaisse aucune région du canton. Des mécanismes d'aide ou de redistribution existent pour les régions périphériques, à l'image des programmes de développement ou de la péréquation financière, mais il n'appartient pas au plan directeur de les remettre en question ou de les modifier.

Le canton aurait dû définir une stratégie pour les régions (7 intervenants).

Le canton souhaite renforcer l'aménagement régional et il donne cette tâche aux régions.

Un financement cantonal pour les travaux régionaux est demandé par huit intervenants.

7.8 Incitation à la planification intercommunale

Ce principe recueille également une majorité d'avis favorables (53 prises de position). Quatre intervenants demandent que cette incitation permette une utilisation plus mesurée du sol. Deux prises de position insistent sur le caractère non obligatoire de la démarche et une prise de position estime que cette démarche est trop proche de la politique des fusions.

Quatre intervenants se déclarent opposés à cette incitation, car elle viole selon eux l'autonomie communale. *La planification intercommunale n'est pas une obligation. L'autonomie communale est donc respectée.*

7.9 Conséquences pour les communes

Quatre communes demandent que le projet de plan directeur ne remette pas en question leur plan d'aménagement local en vigueur.

Le nouveau plan directeur cantonal ne remet pas en question les plans légalisés. Une fois le plan directeur cantonal adopté, les demandes de modification des planifications communales seront examinées sur la base des principes définis.

Quatorze communes expriment leur mécontentement face aux nouvelles tâches qui leur sont attribuées par le plan directeur cantonal.

Le plan directeur cantonal ne définit pas forcément de nouvelles tâches communales. Dans la plupart des cas, il rappelle les tâches communales définies par les bases légales en vigueur ou précise la méthodologie d'application des tâches dévolues aux communes.

Trois communes sont opposées aux nouvelles études communales demandées par le plan directeur cantonal. *Toutes les études communales demandées par le plan directeur découlent des bases légales déjà en vigueur.*

7.10 Compléments demandés

Le plan directeur doit être accompagné d'un programme d'exécution qui fixera les délais pour la réalisation des études et projets (22 intervenants dont la Confédération et 16 communes)

Un programme d'exécution sera établi annuellement et il sera défini par le Conseil d'Etat sur la base des possibilités financières du canton.

La thématique des places pour les gens du voyage devrait être abordée (5 intervenants).

Le canton se propose de définir ces places par le biais d'un dialogue avec les communes susceptibles d'accueillir ces places, plus que par une planification ou des principes définis dans le plan directeur.

Treize communes demandent que le plan directeur cantonal soit accompagné d'une péréquation financière.

Il n'appartient pas au plan directeur cantonal de définir un nouveau système de péréquation financière. Le canton a décidé d'agir prioritairement sur la taille des structures administratives. Par la suite, il faudra modifier ou renforcer la péréquation.

7.11 Contenu du plan directeur cantonal

a) Chapitre Urbanisation et équipements

Le contenu du chapitre est accepté globalement par vingt-deux intervenants sans remarque sur des thèmes particuliers. Une commune se déclare opposée au contenu et une autre n'a pas de remarque à formuler.

Structure urbaine

Sept prises de position sont favorables au contenu proposé; trois de ces prises de position demandent cependant une application souple. Une commune se déclare opposée à la structure urbaine.

Deux prises de position demandent que le périmètre définitif de l'agglomération et le périmètre du centre cantonal soient identiques.

En fonction des tâches de l'agglomération, le plan directeur prévoit cette adaptation.

Trois intervenants demandent la création d'un deuxième centre régional pour la Broye constitué de St-Aubin et Domdidier. Une intervention demande la création d'un centre régional pour la Haute Singine.

Les idées directrices et objectifs en matière d'aménagement du territoire visent à renforcer les centres régionaux existants. La réalisation de ces demandes pourrait à long terme mettre en péril le maintien du réseau proposé. Par ailleurs, les centres proposés ne remplissent pas les critères d'appartenance définis.

Neuf intervenants demandent des élargissements des centres régionaux à des communes voisines.

Toutes les demandes ont été examinées et aucune des communes évoquées ne répond, pour l'heure, aux critères d'appartenance à un centre régional.

Douze prises de position demandent un abaissement des critères d'appartenance aux centres intercommunaux en

matière de nombre d'habitants ou de desserte en transport public.

Le nombre d'habitants a été fixé sur la base du bassin de population nécessaire pour le fonctionnement d'un certain nombre de services. Quant à la desserte horaire, celle-ci ne doit pas être confondue avec le réseau de premier niveau des transports publics. Certains axes de deuxième niveau offrent la desserte à l'heure actuelle, desserte demandée pour les centres intercommunaux.

Six communes demandent à être reconnues en tant que centre intercommunal par le canton.

Le canton ne définit pas les centres intercommunaux. Il appartiendra aux régions de le faire.

Concept d'urbanisation et critères pour le dimensionnement de la zone à bâtir

Six intervenants se déclarent favorables au système proposé (un des intervenants demande cependant que le système soit appliqué avec souplesse).

Deux intervenants se déclarent opposés au système proposé.

Dix prises de position demandent un abaissement des facteurs proposés. Six intervenants demandent une augmentation des facteurs. Une prise de position demande des facteurs par district. Quatorze prises de position demandent des facteurs plus importants pour la Broye en raison du développement généré par la A1.

Les facteurs proposés se basent sur les infrastructures à disposition ou sur le réseau proposé et non sur les districts. La définition de facteurs par district créerait des inégalités entre les régions. Les demandes d'augmentation et de diminution s'équilibrent et le Conseil d'Etat ne modifie pas les facteurs proposés.

La Confédération demande que ce thème soit complété sur plusieurs points afin de pouvoir approuver la démarche proposée: rappeler expressément que d'autres intérêts sont à prendre en compte lors du dimensionnement; obliger les communes à utiliser les réserves dans le tissu bâti avant de créer de nouvelles zones; prévoir expressément le déclassement des zones à bâtir surdimensionnées; mentionner les communes qui en raison d'un surdimensionnement doivent réviser leur plan dans les cinq ans.

Les trois premières demandes sont intégrées sous une forme plus ou moins identique. La quatrième est irréaliste.

Le système de calcul en fonction de la surface construite désavantage les communes qui ont densifié selon quatorze prises de position.

Le système proposé ne désavantage pas plus les communes qui ont densifié que le système actuel qui ne prend en compte que le nombre d'habitants accueillis. Au contraire. Le système proposé permet à une commune d'accueillir plus d'habitants sur une même surface si elle le souhaite.

Huit intervenants pensent que le calcul sur la base de la population est plus avantageux que celui sur la base de la surface étant donné qu'une utilisation mesurée du sol a été pratiquée.

La surface par habitant augmente plus rapidement que la population. L'affirmation est erronée.

Quinze prises de position demandent que le développement des dernières années en matière de zones à faible densité soit remis en question.

Il n'appartient pas au plan directeur cantonal, ni à l'aménagement du territoire de remettre en question les aspirations de notre société. L'aménagement du territoire

doit accompagner ces tendances pour qu'elles se déroulent dans les meilleures conditions possibles.

Un système de malus doit être introduit pour désavantager les communes qui ont peu économisé le sol (6 intervenants)

Un tel système est difficile à mettre en place et le canton ne veut pas «montrer du doigt les mauvais élèves». Un réexamen des réserves de zones à bâtir est, par ailleurs, effectué lors de toute révision du plan d'aménagement local.

Le système proposé ne favorise que les communes qui se sont développées au cours des quinze dernières années (18 intervenants).

Effectivement, mais le système proposé n'est pas nouveau et la jurisprudence en la matière l'admet. Toutefois, si une commune connaît un développement plus important et si elle souhaite réviser son plan avant quinze ans en raison d'un manque de zones à bâtir, le canton ne refusera pas d'entrer en matière.

Le dimensionnement devrait se baser sur l'avenir et non le passé (12 intervenants).

Il est difficile de prévoir l'avenir. Le système proposé, basé sur le passé, a été jusqu'à aujourd'hui appliqué à satisfaction. Il est également reconnu par la jurisprudence en la matière.

Urbanisation et gestion de la zone à bâtir à l'échelle locale

Six intervenants trouvent trop long le délai de dix ans imparti pour la réalisation d'une pré-étude pour examiner si une révision est à envisager. Un intervenant trouve ce délai trop court. La Confédération demande que cette pré-étude soit demandée lors de toute demande de modification de la zone à bâtir, mais au maximum dans un délai de dix ans.

Le canton reprend la proposition de la Confédération, mais en l'atténuant. La pré-étude sera demandée lors de toute extension notoire de la zone à bâtir.

Cinq communes se déclarent favorables aux principes de gestion de la zone à bâtir proposés; une commune se déclare opposée. Une commune demande si une aide financière du canton est possible.

Aucune aide financière n'est possible actuellement.

Deux communes soulignent la difficulté de réaliser des plans directeurs d'utilisation du sol en commun. Une de ces communes souhaite que ces plans directeurs ne soient pas une obligation.

Ces plans ne sont pas une obligation, mais ils permettent d'obtenir le facteur proposé pour les centres, par exemple. Sans plan directeur commun, le facteur sera attribué en fonction de l'infrastructure à disposition.

Vingt-quatre communes demandent que les subventions pour l'aménagement local soient réintroduites vu les nouvelles démarches demandées par le plan directeur cantonal.

Les subventions pour l'aménagement local ont été supprimées par le Grand Conseil lors du dernier réexamen de la LATeC. Le plan directeur cantonal ne peut pas introduire ou réintroduire une subvention.

Zones d'activités et grands générateurs de trafic

Treize intervenants n'ont pas compris la notion des réserves dimensionnées en fonction du tiers des surfaces occupées par des entreprises existantes.

La formulation du texte du plan a été changée pour éviter les ambiguïtés.

Sept communes demandent à être intégrées à un pôle de développement.

La représentation des pôles est schématique; il ne s'agit pas d'une délimitation précise. Pour qu'une zone d'activités soit reconnue d'importance cantonale, la zone proposée doit répondre aux critères énoncés dans le plan directeur. En cas de besoin démontré au niveau régional, toute commune qui propose une zone qui répond aux critères définis peut voir sa zone d'activités figurer dans le plan sectoriel.

Trois communes demandent que leur zone d'activités soit reconnue d'importance cantonale.

La démarche à suivre pour définir de nouvelles zones d'activités d'importance cantonale est précisée dans la réponse ci-dessus.

Deux prises de position sont opposées à la concentration des grands générateurs de trafic dans des zones d'activités d'importance cantonale, car ce type d'entreprise devrait pouvoir s'implanter dans des communes qui ne comprennent pas aujourd'hui de zones d'activités d'importance cantonale.

Le plan précise que les grands générateurs de trafic doivent être implantés dans des zones d'activités d'importance cantonale ou dans des secteurs qui répondent aux critères définis pour les zones d'activités d'importance cantonale. Il n'est donc pas exclu que des grands générateurs de trafic puissent s'implanter hors des zones d'activités d'importance cantonale actuelles.

Pôles touristiques

Neuf intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Un intervenant y est opposé.

Douze intervenants demandent la création d'un pôle touristique cantonal «Lac de la Gruyère».

Cet éventuel pôle ne répond pas aux critères définis pour un pôle touristique cantonal. Il peut cependant répondre aux critères d'un pôle touristique régional. Il appartiendra à la région de se déterminer à ce propos.

Onze intervenants demandent un élargissement du pôle de la Broye à toute la Rive sud ou la création de pôles touristiques cantonaux à Delley-Portalban-Gletterens, d'une part, et Châbles-Cheyres d'autre part.

Ces éventuels pôles ne répondent pas aux critères définis pour un pôle touristique cantonal. Ils peuvent cependant répondre aux critères d'un pôle touristique régional. Il appartiendra à la région de se déterminer à ce propos.

Quatre intervenants demandent l'élargissement du pôle touristique de Morat jusqu'au Vully.

Le Vully ne répond pas aux critères définis pour un pôle touristique cantonal. Il peut cependant répondre aux critères d'un pôle touristique régional. Il appartiendra à la région de se déterminer à ce propos.

Trois intervenants demandent un élargissement du pôle touristique de Charmey à la vallée de la Jogne jusqu'à Jaun.

La commune de Jaun ne répond pas aux critères définis pour un pôle touristique cantonal. Elle peut cependant répondre aux critères d'un pôle touristique régional. Il appartiendra à la région de se déterminer à ce propos.

Implantation d'installation de tourisme et de loisirs

Dix intervenants soulignent la nécessité d'éclaircir la répartition des tâches en matière d'entretien, de financement, de balisage pour les itinéraires touristiques et de loisirs.

Les possibilités d'amélioration seront étudiées dans le cadre du réexamen de la loi sur le tourisme.

Chemin de randonnée pédestre

L'Association fribourgeoise de tourisme pédestre demande que la répartition des tâches entre l'UFT et l'Association soit réexaminée.

Une possibilité de réexamen de l'arrêté du Conseil d'Etat sur l'exécution de la loi fédérale sera proposée au Conseil d'Etat.

Cyclotourisme

Six intervenants demandent des ajouts d'itinéraires au réseau figurant dans le plan directeur.

De manière générale, ces demandes seront examinées dans le cadre du réexamen de la planification cantonale du réseau cyclable.

Sites construits à protéger

Dix-neuf intervenants demandent des informations sur l'inventaire et sur les possibilités de le modifier.

L'inventaire n'a effectivement jamais été transmis officiellement aux communes. Il le sera prochainement conjointement à un guide d'utilisation qui est en cours d'élaboration. L'inventaire est généralement transmis à l'urbaniste de la commune lors du réexamen du plan d'aménagement local. La commune peut remettre en question l'inventaire lors de l'établissement de son plan d'aménagement local.

Deux intervenants demandent des allègements pour les sites de catégorie 2.

Ces dispositions visent à la protection de sites d'importance régionale ou à la protection du périmètre environnant des sites d'importance nationale. Vu l'importance de ces objets, les principes génériques ne sont pas modifiés.

Trois intervenants demandent si des possibilités de financement existent.

La loi sur la protection des biens culturels permet effectivement des aides financières ciblées.

Hôpitaux

Quinze intervenants demandent que le texte soit modifié en ce qui concerne l'hôpital de Meyriez, puisque des discussions sont encore en cours.

Des modifications ont été effectuées pour montrer le caractère encore provisoire des solutions proposées pour les districts du Lac et de la Singine.

Trois intervenants demandent que les centres de soins aigus soient cantonalisés.

Suite à un postulat, une étude est en cours. Les travaux devraient durer environ deux ans. Cet aspect n'est pas du ressort du plan directeur cantonal.

Energie

Six intervenants mentionnent que le plan directeur cantonal instaure un nouvel instrument avec le plan directeur communal de l'énergie et ils demandent si ces travaux sont subventionnés.

Le plan directeur cantonal n'instaure pas de nouvel instrument. La nouvelle loi sur l'énergie a prévu l'élaboration du plan directeur communal de l'énergie. Il n'est pas prévu de subventionnement. Le Service des transports et de l'énergie a établi un guide d'élaboration à l'intention des communes.

Stands de tir

Quatre communes demandent que le contenu du plan leur apporte des réponses plus explicites à leur problème de stands de tir.

Le plan directeur cantonal fixe les principes génériques. En matière de stands de tir, la Direction des travaux publics a communiqué des directives aux communes pour répondre à des problèmes plus spécifiques.

b) Chapitre Transports

Douze prises de position se déclarent favorables au chapitre Transport dans son ensemble. Un intervenant y est opposé. Trois intervenants n'ont pas de remarque à formuler.

Transports publics

Six intervenants se déclarent favorables au système de transport public proposé. Cinq intervenants y sont opposés.

Six intervenants demandent s'il est judicieux de vouloir desservir toutes les communes par les transports publics. *Le plan directeur cantonal prévoit de desservir tout le territoire. Il s'agit de ne pas délaissier des régions en matière de transports publics.*

Quatre intervenants demandent que des solutions alternatives, telles que le bus sur appel, puissent être étudiées. *Ce genre de solution est prévu notamment pour le réseau de troisième niveau.*

Treize intervenants demandent une augmentation des cadences proposées pour les réseaux de premier et de deuxième niveau.

Les bases légales en vigueur précisent que l'offre est déterminée par la demande. Les cadences minimales proposées répondent à ces critères sur les différents réseaux.

Treize intervenants demandent que les cadences soient augmentées entre le centre cantonal et les centres régionaux entre 19 heures et 6 heures.

Le texte du plan précise que l'offre sera examinée de cas en cas pour cette plage horaire. Sur la base de la demande enregistrée, l'offre entre Fribourg et Bulle devrait être, par exemple, prochainement augmentée.

Vingt prises de position demandent des modifications de niveau de desserte ou la création de ligne de bus de premier ou deuxième niveau.

Les demandes ont été examinées et aucune des demandes de modification ne peut être prise en compte étant donné que la demande actuelle ne justifie pas cette modification de l'offre.

Cinq intervenants demandent que le collège intercantonal de la Broye soit pris en compte dans l'organisation des transports publics.

Le réseau proposé dans les régions concernées a été examiné notamment sur la base de ce nouvel équipement.

Neufs intervenants demandent des précisions sur le financement du réseau proposé.

Le financement sera assuré conformément aux dispositions de la loi cantonale sur les transports.

Quatre intervenants demandent que les correspondances soient optimisées pour la Broye.

Les correspondances sont actuellement bonnes à Payerne, cœur du réseau broyard. Le réseau proposé ne les remet pas en question.

Réseau routier cantonal

Huit intervenants demandent des classements supérieurs (axe prioritaire ou route cantonale) au réseau proposé.

Trois intervenants demandent des déclassements pour des axes du réseau proposé.

Les critères du réseau proposé sont définis dans la loi sur les routes. Des éventuelles modifications justifiées seront examinées dans le cadre de la révision du plan du réseau routier cantonal prévue pour 2005.

Six intervenants demandent que le réseau soit mieux entretenu. Un intervenant demande que le réseau cantonal actuel soit revu à la baisse.

Le budget actuel permet le maintien du réseau. Ce dernier constitue un rôle social important et le canton ne peut le laisser se détériorer.

Traversées de localité

Des précisions sont demandées sur les possibilités de modération de trafic sur des routes cantonales, axe prioritaire (3 intervenants).

Sur les axes prioritaires, seules des mesures de réduction de la vitesse sont envisageables.

Deux intervenants demandent si le réexamen du guide Valtraloc envisage d'augmenter les contributions cantonales.

Cette possibilité n'est pas envisagée.

Réseau cyclable

Trois intervenants demandent qu'un calendrier de réalisation soit établi pour le réseau cyclable.

Les interventions sont planifiées en fonction de tous les usagers de la route et non pas uniquement en fonction des besoins des cyclistes.

Des précisions sont demandées sur le financement des aménagements en faveur des deux roues.

Les aménagements sont à la charge du propriétaire de l'infrastructure.

c) Chapitre Espace rural et naturel

Dix intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Deux prises de position déclarent qu'elles sont opposées au contenu proposé et dix-sept intervenants n'ont pas de remarque.

Surfaces agricoles et d'assolement

Huit intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Vingt-quatre intervenants se déclarent opposés au contenu en raison des compensations demandées. Trois intervenants estiment que la méthodologie proposée n'est pas assez stricte.

Face aux difficultés que présente la compensation pour de nombreuses communes, le canton propose d'abandonner cette exigence, mais de rappeler des principes pour le dimensionnement des zones d'habitat, des zones d'activités et des zones d'intérêt public. Le texte modifié a été soumis aux communes durant un délai d'un mois avant la présentation du plan directeur au Grand Conseil.

Quatre intervenants demandent que la préservation des surfaces agricoles soit accompagnée de compensations financières.

La modification proposée ne justifie plus une telle mesure.

Quatre intervenants demandent que les bonnes terres agricoles soient réparties plus équitablement entre les districts.

La répartition est faite sur la base de critères agronomiques et il n'est pas possible de changer ces caractéristiques.

Améliorations foncières

Quatre intervenants demandent que le problème des routes alpestres soit traité.

La problématique est traitée. Les routes alpestres sont réservées à l'économie alpestre et forestière. Le plan directeur cantonal ne règle pas les problèmes de police.

Diversification des activités agricoles

Quatorze intervenants trouvent trop restrictive la demande de concentration des activités allant au-delà du développement interne.

La concentration est demandée par les bases légales fédérales en la matière. Le canton n'a que peu de marge de manœuvre en la matière.

Quatre intervenants demandent que la prise en compte des intérêts de la protection du paysage et de l'environnement soient expressément mentionnée.

Ces aspects sont toujours pris en compte dans les démarches de planification. Ils ne sont pas plus et pas moins applicables dans ce domaine que dans d'autres.

Rapport Constructions hors de la zone à bâtir

Cinq intervenants estiment que la réglementation pour les constructions hors de la zone à bâtir est trop restrictive. Ce domaine est principalement régi par les bases légales fédérales. Le canton n'a que peu de marge de manœuvre en la matière. Des directives ont été établies par la Direction des travaux publics dans ce domaine.

Bâtiments protégés hors de la zone à bâtir

Cinq intervenants demandent que les dispositions prévues soient applicables à tous les bâtiments de valeur C et aux chalets d'alpage.

Les bases légales fédérales prévoient que ces dispositions sont applicables aux seules constructions qui présentent un intérêt important du point de vue de la protection du patrimoine. C'est pourquoi seules les valeurs A et B ont été retenues. Pour les chalets d'alpage, des adaptations sont à l'étude et une thématique spécifique du plan directeur sera proposée dans le courant de l'année 2002.

Rapport Paysage

Onze intervenants demandent le maintien de l'inventaire cantonal. Cinq intervenants demandent qu'un nouvel inventaire cantonal soit établi.

Le canton maintient sa position sur ce point.

Actions prioritaires

Trois intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Deux intervenants sont opposés. Un intervenant n'a pas de remarque et un intervenant trouve que le canton devrait faire plus dans le domaine.

Cinq intervenants demandent que la protection de la nature en ville soit traitée.

Cet aspect est mentionné dans le rapport explicatif, mais il ne constitue pas une action prioritaire pour le canton.

Cinq intervenants demandent des précisions sur les modalités de financement.

Les modalités de financement sont prévues principalement dans les bases légales fédérales.

Compensations écologiques

Trois intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Un intervenant est opposé. Un intervenant n'a pas de remarque.

Quatre prises de position demandent que les 7% de surfaces demandées aux agriculteurs ne soient pas augmentées.

Ce pourcentage est fixé par des bases légales fédérales. Le canton n'a pas de marge de manœuvre en la matière.

d) Chapitre Environnement

Ce chapitre a suscité peu de remarques. Vingt-cinq intervenants se déclarent favorables au contenu proposé. Dix-huit intervenants n'ont pas de remarque.

Lutte contre le bruit

Quatre intervenants demandent que des dates d'assainissement, notamment en matière de routes cantonales, soient fixées.

Cet aspect sera intégré dans le programme d'exécution.

Sites pollués

Sept intervenants demandent qu'un financement de l'assainissement soit prévu au niveau cantonal.

Cet aspect sera étudié après la réalisation du cadastre des sites contaminés.

e) Carte de synthèse

La Confédération demande des précisions sur les éléments cartographiés.

Un texte introductif a été établi qui décrit plus précisément les données cartographiques.

Cinq intervenants mentionnent que le fonds topographique n'est pas à jour (communes fusionnées notamment).

Le canton ne peut pas mettre à jour le fonds topographique. La prochaine mise à jour est annoncée par le Service fédéral de topographie pour fin 2002. Le texte introductif de la carte précise ce point.

Cinq communes demandent que leur route de contournement soit représentée sur la carte de synthèse. Quatre intervenants demandent que le contournement de Kerzers soit représenté. Trois intervenants demandent que le contournement de Courtepin soit représenté. Trois intervenants demandent que le contournement de Gurmels-Salvenach soit représenté.

La carte de synthèse a été corrigée. Seuls les projets pour lesquels une décision politique a été prise sont maintenus. Trois intervenants demandent que le tracé de Rail 2000 soit reporté.

Ce complément a été effectué.

Neuf intervenants signalent des erreurs dans les zones S de protection des eaux souterraines.

Effectivement, tous les éléments n'ont pas été cartographiés. Une vérification systématique a été effectuée.

8. LES DIVERGENCES MAJEURES

Suite à la consultation publique et sur la base d'un premier projet de rapport de consultation, la Direction des travaux publics a établi une liste des divergences majeures entre les instances communales et cantonales, conformément à l'article 21 al. 6 LATeC. Les divergences sur des principes découlant directement de bases légales en vigueur ou de plans sectoriels fédéraux n'ont pas été retenues comme divergences majeures. De même, les divergences sur des principes issus de planifications cantonales qui ont été repris tels quels dans le plan directeur cantonal et qui ont déjà fait l'objet d'une consultation publique auprès des communes ont également été écartées.

Les divergences majeures identifiées portaient sur les thèmes suivants:

- Délimitation des centres régionaux
- Critères pour les centres intercommunaux
- Demandes de reconnaissances de centres intercommunaux par le canton
- Facteurs pour le dimensionnement des zones à bâtir
- Nécessité d'établir une pré-étude pour les plans d'aménagement local dans les dix ans après l'adoption du plan directeur cantonal

- Critères pour l'implantation des grands générateurs de trafic
- Délimitation des pôles touristiques cantonaux
- Planification des transports publics.

Des correspondances personnalisées ont été établies pour chaque intervenant. Ces documents mentionnaient la ou les divergence(s) et la réponse proposée par les instances cantonales concernées. Les Conseils communaux disposaient d'un mois pour demander une éventuelle entrevue avec une délégation du Conseil d'Etat, conformément à l'article 21 al. 6 LATeC.

Sept Conseils communaux et une association de communes ont demandé une entrevue dans le délai imparti. Des contacts plus informels ont également eu lieu avec d'autres associations ou groupements de communes. Suite aux entrevues avec la délégation du Conseil d'Etat, il est possible d'affirmer que les éclaircissements fournis lors des séances ont permis de dissiper certains malentendus.

Les pôles touristiques cantonaux proposés constituent la principale divergence subsistante. A ce propos, le Conseil d'Etat a décidé d'examiner les demandes formulées de reconnaissance de nouveaux pôles touristiques cantonaux sur la base des critères d'appartenance définis dans le plan directeur cantonal. Il est ressorti de cette analyse qu'aucune des demandes formulées ne remplissait l'ensemble des critères. Dès lors, aucune modification n'est apportée à la définition des pôles touristiques cantonaux.

9. PRINCIPALES MODIFICATIONS SUITE À LA CONSULTATION PUBLIQUE

Diverses modifications ont été apportées au document soumis à la consultation publique. Il ne s'agit pas ici de toutes les mentionner, mais de signaler les principales modifications au contenu du plan directeur.

Le plan directeur cantonal a été modifié sur les principaux points suivants:

- Suppression de la nécessité de compenser les emprises sur les bonnes terres agricoles,
- Introduction d'un texte explicatif à la cartographie du plan directeur cantonal,
- Compléments aux mesures pour le dimensionnement de la zone à bâtir suite aux remarques de l'Office fédéral du développement territorial,
- Précision des critères pour le dimensionnement des zones d'activités d'importance régionale et locale.

De nombreuses modifications mineures ont également été intégrées suite à la consultation publique.

10. MODALITÉS DE GESTION DU PLAN DIRECTEUR

10.1 Modifications du plan directeur cantonal

La loi sur l'aménagement du territoire et les constructions prescrit que le plan directeur cantonal soit revu tous les dix ans. Les communes concernées ont la faculté de demander des modifications de contenu. Toutefois, deux types de modification sont prévues: les modifications majeures et les modifications mineures.

Les modifications majeures sont soumises à la même procédure que celle suivie par le plan directeur. Les modifications de contenu sont mises en consultation publique

pendant deux mois – trois mois pour les communes – avant d'être adoptées par le Conseil d'Etat puis approuvées par le Conseil fédéral.

Si de nouvelles études ou plans sectoriels devaient avoir pour conséquence des modifications majeures du plan directeur, ces documents seraient joints aux nouveaux textes du plan directeur lors de la consultation publique. Un thème subit une modification majeure lorsque des modifications sont apportées aux paragraphes «2. Principes» à «4. Mise en œuvre». Une exception toutefois: sont considérées comme modifications mineures les changements apportés au paragraphe «3. Répartition des tâches» concernant les tâches des offices de l'administration cantonale ainsi que la mise à jour des cartes, du moment que les principes définis dans le texte du plan directeur sont respectés.

On parle de modifications mineures, lorsqu'il s'agit de mises à jour du contenu informatif. Les modifications de ce type ne sont pas soumises à consultation publique. Elles sont adoptées par le Conseil d'Etat puis annoncées aux autorités communales et fédérales.

10.2 Programme d'exécution du plan

Le plan directeur ne mentionne pas de délai quant à la réalisation des études évoquées, puisque celle-ci dépend en grande partie des capacités financières du canton. Par contre, le Conseil d'Etat fixera l'ordre de réalisation des études annoncées dans un programme annuel.

10.3 Rapport sur l'aménagement du territoire

En matière d'aménagement du territoire, le droit fédéral et cantonal prévoit que les autorités compétentes rédigent un rapport informant de l'état et de la mise en œuvre de l'aménagement du territoire cantonal. Considérant que le plan directeur en cours de révision fait office de rapport pour l'année 2002, le prochain rapport sera remis en 2007.

11. SUITE DES TRAVAUX

Suite à la consultation du Grand Conseil, le plan directeur cantonal sera adopté par le Conseil d'Etat, puis transmis pour approbation au Conseil fédéral. Le plan directeur adopté devrait être distribué aux communes et instances concernées au cours du dernier trimestre 2002.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte du dossier du plan directeur cantonal.

BERICHT Nr. 4 des Staatsrates an den Grossen Rat über den kantonalen Richtplan

4. Februar 2002

Gemäss Artikel 22 Abs. 2 des Raumplanungs- und Baugesetzes (RPBG) legen wir Ihnen einen Bericht über den kantonalen Richtplan zur Vernehmlassung vor. Das Verfahren für die Erstellung des kantonalen Richtplans sieht vor, dass der Grosse Rat zwei Mal in den Prozess eingreift:

1. Er definiert die allgemeine Raumplanungspolitik, indem er die Planungsziele beschliesst. Im Rahmen der gegenwärtigen Revision hat der Grosse Rat am 17. September 1999 ein Dekret verabschiedet, das die Leitideen und Ziele der Raumplanung festlegt.

2. Er nimmt Kenntnis von einem Bericht über den kantonalen Richtplan, der ihm zur Vernehmlassung vorgelegt wird. Mit dem vorliegenden Bericht wird dieser Anforderung entsprochen.

1. DEM GROSSEN RAT VORGELEGTE DOKUMENTE

Um eine vollständige Kenntnisnahme des Dossiers zu ermöglichen, sind diesem Bericht drei Dokumente beigegeben. Es sind dies:

- eine *Wegleitung für den neuen kantonalen Richtplan*, eine erläuternde Broschüre, die den Inhalt des Richtplans zusammenfasst und Erläuterungen zum Richtplanverfahren liefert. Diese Anleitung wurde für die öffentliche Vernehmlassung gedruckt und nach deren Abschluss nicht überarbeitet;
- das Projekt des *kantonalen Richtplans*, das im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung überarbeitet wurde. Die Seiten, deren Inhalt dabei abgeändert wurde, sind auf graues Papier gedruckt, die abgeänderten Texte sind halbfett und kursiv hervorgehoben;
- der *Vernehmlassungsbericht*, ein im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung verfasstes Dokument. Dieser Bericht führt sämtliche Bemerkungen, die anlässlich der öffentlichen Vernehmlassung formuliert wurden, und die Antworten des Staatsrates auf.

2. CHRONOLOGIE DER ARBEITEN

Die Revision des kantonalen Richtplans setzte Ende 1997 ein.

Die Revisionsarbeiten erfolgten in zwei deutlich unterscheidbaren Schritten:

- a) Ausarbeitung des Leitbilds (Aufzählung und Beschreibung der Leitideen und Ziele der Raumplanung);
- b) Ausarbeitung des kantonalen Richtplans (Anwendung der Leitideen und Ziele).

Die nachstehende Graphik fasst die wichtigsten erfolgten und bevorstehenden Schritte der Revisionsarbeiten zusammen.



3. DEKRET VOM 17. SEPTEMBER 1999

Der Richtplan stützt sich auf die in Artikel 1 und 3 des Bundesgesetzes über die Raumplanung formulierten Ziele und Grundsätze der Raumplanung. Dabei hält Artikel 1 Absatz 1 des genannten Gesetzes fest, dass «Bund, Kantone und Gemeinden dafür sorgen, dass der Boden haushälterisch genutzt wird. Sie stimmen ihre raumwirksamen Tätigkeiten aufeinander ab und verwirklichen eine auf die erwünschte Entwicklung des Landes ausgerichtete Ordnung der Besiedlung. Sie achten dabei auf die natürlichen Gegebenheiten sowie auf die Bedürfnisse von Bevölkerung und Wirtschaft».

Der Richtplan entstand aber auch auf der Grundlage der im Raumplanungsleitbild festgelegten Leitideen und Planungszielen. Dieses Leitbild wurde vom Grossen Rat während der Herbstsession 1999 in einem Dekret verabschiedet.

Der Richtplan stützt sich auf die folgenden fünf Leitideen:

1. Sicherstellung einer nachhaltigen Entwicklung für den gesamten Kanton
2. Vernetzung der Zentren sowie Vernetzung der Zentren mit dem übrigen Gebiet
3. Optimale Nutzung der bestehenden Infrastrukturen

4. Aufwertung der Stärken des Kantons
5. Förderung der grenzüberschreitenden Raumplanung

Die Leitideen werden durch 17 klar umschriebene und aufeinander abgestimmte Ziele konkretisiert:

1. Erhaltung und Stärkung der Stellung des Kantonszentrums im Netz der Schweizer Städte
2. Erhaltung und Stärkung der Rolle der Regionalzentren als Bindeglieder zwischen der Region und dem Kantonszentrum
3. Konzentration der Bemühungen zur Entwicklung auf die dazu geeigneten Standorte
4. Konzentration der wirtschaftlichen Entwicklung von kantonaler Bedeutung auf die dazu geeigneten Standorte
5. Konzentration der touristischen Entwicklung von kantonaler Bedeutung auf die dazu geeigneten Standorte
6. Zusammenarbeit mit den benachbarten ausserkantonalen Zentren
7. Förderung der regionalen und interkommunalen Planung
8. Sicherstellung leistungsfähiger Verbindungen zwischen dem Kantonszentrum, den Regionalzentren und den benachbarten Agglomerationen
9. Förderung der Nutzung des öffentlichen Verkehrs, namentlich auf dem kantonalen Netz und im Kantonszentrum
10. Beitragen zur Sicherstellung der regionalen Verkehrserschliessung, die der spezifischen Situation und den Transportbedürfnissen der Regionen angepasst ist
11. Rationalisierung und Konzentration der Investitionen
12. Planung und Aufwertung des ländlichen Raums unter Berücksichtigung seiner Vielfalt und seiner unterschiedlichen Funktionen, um seinen Fortbestand für künftige Generationen sicherzustellen
13. Erhaltung und Aufwertung der Natur und der Landschaft durch eine entsprechende Vernetzung sowie Unterstützung der ökologischen Aufwertung stark beanspruchter Gegenden
14. Erhaltung und Aufwertung des kulturellen Erbes von nationaler, kantonaler und regionaler Bedeutung
15. Planung der Waldgebiete zur längerfristigen Sicherstellung ihrer unterschiedlichen Funktionen
16. Vorbeugung gegen Naturgefahren in erster Linie durch Planungsmassnahmen
17. Gewährleistung annehmbarer Umweltbedingungen und Erhaltung der Ressourcen

4. ROLLE DES KANTONALEN RICHTPLANS

Der kantonale Richtplan ist für den Kanton das Hauptdokument der Raumplanung und sein wichtigstes Planungsinstrument.

Der Richtplan legt die künftige räumliche Entwicklung des Kantons fest und koordiniert sämtliche raumwirksamen Aktivitäten. Sein Geltungsbereich erstreckt sich über einen Zeitabschnitt von 10 bis 15 Jahren, wobei – unter Berücksichtigung der sich rasant ändernden Rahmenbe-

dingungen – dem Prinzip der rollenden Planung (flexible Anpassung an neue Rahmenbedingungen) Rechnung getragen wird.

Der Richtplan enthält die Ziele und Grundsätze der kantonalen Raumplanungspolitik. Er legt die Studien fest, die für eine künftige Entscheidungsfindung noch durchzuführen sind. Schliesslich bildet er eine Entscheidungshilfe für Projekte und Planungen. Für die Regionen und Gemeinden gibt er die Richtung der vom Kanton gewünschten räumlichen Entwicklung an.

Der Richtplan stützt sich auf kantonale Studien, Sachpläne und Inventare sowie auf die in Sachen Raumplanung erworbenen praktischen Erfahrungswerte.

5. BESONDERHEITEN DES NEUEN KANTONALEN RICHTPLANS

Im Unterschied zum kantonalen Richtplan von 1987 verzichtet das neue Werk auf die detaillierte Beschreibung konkreter Projekte. Es beschränkt sich im Wesentlichen auf die von der kantonalen Raumpolitik festgelegten Prioritäten und Ziele. Dieses relativ hohe Abstraktionsniveau ermöglicht eine flexiblere Handhabung des Dokuments, d.h. eine schnelle und problemlose Anpassung des Inhalts an neue raumplanerische Gegebenheiten. Die Erfahrungen der letzten Jahre haben gezeigt, dass kantonale Richtpläne, welche ein Inventar von konkreten Projekten beihalten, zu schwerfällig sind, um fristgerecht aktualisiert werden zu können.

6. AUFBAU DES KANTONALEN RICHTPLANS

Der neue kantonale Richtplan umfasst Texte und Karten, die den kantonalen Richtplan im engeren Sinn bilden, und einen Anhang: den erläuternden Bericht. Der Inhalt des kantonalen Richtplans ist eine eigenständige, für sich allein verständliche Einheit, während der erläuternde Bericht Informationen und Definitionen enthält, die den ersten Teil ergänzen.

6.1 Kapitel

Der Richtplan besteht aus vier Kapiteln:

- Siedlung und Ausstattung
- Verkehr
- Ländlicher und natürlicher Raum
- Umwelt

6.2 Themen

Die Kapitel sind ihrerseits in insgesamt 59 Themen unterteilt. Weitere Themen können später hinzukommen. Die verschiedenen Themen sind stets nach demselben Schema gegliedert. Die einzelnen Abschnitte tragen folgende Nummern und Titel:

1. Problemstellung
2. Grundsätze
3. Aufgabenverteilung
4. Umsetzung
5. Bibliographische Hinweise

Die Titel der Abschnitte tragen stets die oben angeführte Nummer, selbst wenn ein oder mehrere Abschnitte in einem bestimmten Thema fehlen sollten.

6.3 Inhalt der Themen

Der Abschnitt «1. Problemstellung» führt jeweils in das behandelte Thema ein. Er informiert über die wichtigsten Probleme, die im Zusammenhang mit diesem Thema bereits aufgetreten sind. Er weist zudem auf bestehende kantonale und nationale Studien und Pläne hin.

Der Abschnitt «2. Aufgabenverteilung» stellt für die behandelte Thematik die Ziele der kantonalen Politik sowie die Grundsätze zum Standort und zur Koordination vor.

Der Abschnitt «3. Aufgabenverteilung» legt die Aufgaben fest, die der Bund, die Kantonsverwaltung, die Regionen, die Gemeinden und alle anderen betroffenen Instanzen zu erfüllen haben.

Der Abschnitt «4. Umsetzung» legt die auf kantonaler Ebene zu unternehmenden Studien fest. Er betont die grundlegenden Beziehungen zwischen diesen Studien und macht auf die Auswirkungen der genannten Grundsätze auf die regionalen Richtpläne und die Ortsplanungen aufmerksam. Der Unterabschnitt «Verfahren für die Realisierung eines Projekts» informiert über die Besonderheiten, die bei der Erstellung eines Dossiers zu beachten sind. Darüber hinaus präzisiert er den Typ des zu befolgenden Verfahrens, indem er auf die gültigen gesetzlichen Bestimmungen verweist und den Augenblick nennt, in dem ein Dokument vorzulegen ist.

Der Abschnitt «Bibliographische Hinweise» verzeichnet die Dokumente, die für die betreffende Thematik auf eidgenössischer, kantonaler oder technischer Ebene bestehen.

6.4 Karten

Neben dem Textteil enthält der kantonale Richtplan eine Übersichtskarte und verschiedene Detailkarten. Diese Unterlagen sind integrierender Bestandteil des Plans. Sie ergänzen den schriftlichen Inhalt des Plans, indem sie den oder die entsprechenden Teile des behandelten Themas geographisch situieren.

Die Übersichtskarte ist gemäss den Vorgaben des Bundes im Massstab 1:50000 gehalten. Sie gibt den aktuellen Stand der kantonalen Raumplanung wieder. Obwohl sie sich bemüht, so vollständig wie möglich zu sein, muss sie sich auf die wichtigsten Elemente beschränken.

Die für die Übersichtskarte verwendeten topographischen Grunddaten werden vom Bund geliefert. Wie im einleitenden Text zur Karte erklärt, sind neueste Veränderungen (Gemeindefusionen, endgültige Streckenführung der Autobahn A1 usw.) noch nicht eingetragen.

Die Übersichtskarte, die Teil des dem Grossen Rat zugestellten Plans ist, ist identisch mit jener, die in die Vernehmlassung ging. Aufgrund der hohen Kosten eines Neudrucks war es nicht möglich, sie zu aktualisieren. Nach der Verabschiedung durch den Staatsrat wird sie jedoch, unter Einbezug der vom Bund neu zur Verfügung gestellten Grunddaten, nachgeführt und neu gedruckt.

7. ZUSAMMENFASSUNG DES VERNEHMLASSUNGSBERICHTS

In der folgenden Zusammenfassung des Vernehmlassungsberichts wechseln die Stellungnahmen der Intervenierenden mit den Antworten des Staatsrates ab. Aus Gründen der Übersichtlichkeit und Verständlichkeit sind die Antworten des Staatsrates kursiv wiedergegeben.

7.1 Zahl der Stellungnahmen

Gäussert haben sich 126 Gemeinden, 11 Regionalverbände, der Bund, 3 Nachbarkantone, 5 politische Par-

teien, 18 Vereinigungen, 4 kantonale Instanzen, 4 Privatpersonen und 3 Raumplanungs-Vereinigungen bzw. -Büros.

7.2 Form des Dokuments

In der Mehrheit beurteilen die Intervenierenden das Dokument als klar verständlich und übersichtlich gegliedert (22 Intervenierende).

Einige Stellungnahmen sind der Meinung, die Ausführungen gingen allzu sehr ins Detail (5 Intervenierende). Einige Intervenierende melden Zweifel hinsichtlich des Umfangs und der Komplexität des Plans an (4 Intervenierende).

7.3 Zeitplan der Revision

Drei Gemeinden betonen, die Vernehmlassungsperiode wäre aufgrund der Erneuerung der Gemeindebehörden schlecht gewählt worden.

Es ist hervorzuheben, dass die Vernehmlassungsperiode verschoben wurde damit die Erneuerung der Gemeindebehörden vollzogen werden konnte: Die Gemeinden wurden im Voraus über die Vernehmlassung informiert, damit sie die erforderlichen organisatorischen Massnahmen treffen konnten.

Sieben Intervenierende sind der Ansicht, der von der Baudirektion angekündigte Zeitplan wäre unrealistisch, um korrekt auf die öffentliche Vernehmlassung antworten zu können oder Abänderungen des Plans vorzunehmen. *Der angekündigte Zeitplan ist ein idealer Terminkalender. Er wurde abgeändert bzw. verlängert, damit die Änderungen auf Grund der Vernehmlassung eingebracht werden konnten.*

7.4 Ausarbeitung des kantonalen Richtplans

Fünf Intervenierende sind der Meinung, dass man die Regionen, die Gemeinden und die Bevölkerung besser in die Ausarbeitung des kantonalen Richtplans hätte einbeziehen müssen. Das abgeschlossene Projekt in die öffentliche Vernehmlassung zu schicken, wird als ungenügend erachtet.

Der Staatsrat ist der Ansicht, dass er für die Ausarbeitung des Plans eine gute Beteiligungsstrategie gewählt hat. Bei Planungsarbeiten auf kantonaler Ebene ist es unmöglich, die gesamte Bevölkerung oder alle Gemeinden einzubeziehen. Man hat zum Mittel der Vernehmlassung innerhalb einer repräsentativen Auswahl der wichtigsten betroffenen Kreise zu greifen. Die kantonale Raumplanungskommission ist dafür der geeignete Partner, der die gesamte Ausarbeitung des Plans begleitet hat.

Neun Gemeinden drücken den Wunsch aus, an der Vernehmlassung der infolge des Richtplans zu erstellenden kantonalen Studien oder jeder Abänderung des Richtplans beteiligt zu werden.

Jede bedeutende Abänderung des Richtplans, ob sie infolge einer kantonalen Studie erfolgt oder nicht, muss nach dem Vorbild des Projekts des kantonalen Richtplans in die Vernehmlassung geschickt werden. Die kantonalen Studien, auf die ein Abänderungsvorschlag zurückgehen könnte, werden dem Vernehmlassungsdossier beigelegt.

7.5 Philosophie des Plans

Fünf Intervenierende werfen dem Richtplan einen Mangel an «Vision» vor.

Der kantonale Richtplan ist die Konkretisierung der im Leitbild festgelegten Strategie. Die geforderte «Vision»

wurde also vor zwei Jahren präsentiert. Es ist darauf hinzuweisen, dass eine Raumplanung eine «Vision» enthalten kann, ohne dass dieser eine präzise Form gegeben wird.

Der kantonale Richtplan sollte eine weitergehende Strategie für die interkantonale Zusammenarbeit entwickeln (7 Intervenierende).

Der kantonale Richtplan anerkennt ein zweipoliges interkantonales Zentrum (Estavayer-le-Lac–Payerne) und einen interkantonalen Entwicklungsschwerpunkt in der Broye-Ebene. In der Aufgabenverteilung weist ein Punkt ausdrücklich auf die Notwendigkeit der interkantonalen Zusammenarbeit in den Bereichen hin, in denen sich dies rechtfertigt. Es trifft zu, dass Unterschiede zwischen den Kantonen in der Terminplanung oder in den Verfahrensweisen eine umfassende Koordination nicht erleichtern.

7.6 Definition der Objekte von kantonaler Bedeutung und Grundsätze für regionale und lokale Objekte

Dieses Vorgehen findet breite Zustimmung (45 Intervenierende). Sieben Stellungnahmen plädieren allerdings für eine flexible Umsetzung, während eine Stellungnahme eine strikte Anwendung für erforderlich hält. Drei Intervenierende verzichten auf eine Bemerkung.

7.7 Rolle der Regionen

Die Delegation von Befugnissen auf die Regionen wird mehrheitlich begrüsst (54 Intervenierende). Zwei Intervenierende wünschen jedoch, dass die Minorität respektiert wird, und sechs Intervenierende präzisieren, dass die Kontrolle des Kantons über die Arbeiten der Regionen weiterhin ausgeübt werden muss.

Drei Intervenierende sind gegen diese Delegation, da diese ihrer Meinung nach der Gemeindeautonomie widerspricht.

Der kantonale Richtplan hat die Regionen zu definieren (5 Intervenierende).

Darauf wurde aus verschiedenen Gründen verzichtet, zum einen aufgrund der Arbeiten des Verfassungsrats über die Gebietsstrukturen, zum anderen aufgrund der Existenz von Regionen, die einen regionalen Richtplan besitzen oder erarbeiten wollen, wie die Bezirke Broye, See, Sense, Greyerz und die Region Glane–Vivisbach. Die Randregionen werden, wie zehn Stellungnahmen festhalten, nicht genügend berücksichtigt.

Die vorgeschlagene Raumordnung, ein Netz zwischen Zentren, vernachlässigt keine Region des Kantons. Für die Randregionen bestehen Hilfs- oder Umverteilungsmechanismen, nach dem Vorbild der Entwicklungsprogramme oder des Finanzausgleichs, doch es steht dem Richtplan nicht zu, sie in Frage zu stellen oder abzuändern.

Der Kanton hätte eine Strategie für die Regionen festlegen sollen (7 Intervenierende).

Der Kanton möchte die Regionalplanung verstärken und überträgt diese Aufgabe an die Regionen.

Eine Finanzierung der regionalen Arbeiten durch den Kanton wird von acht Intervenierenden gefordert.

7.8 Anreiz zur interkommunalen Planung

Dieses Prinzip wird ebenfalls mehrheitlich begrüsst (53 Stellungnahmen). Vier Intervenierende wünschen, dass durch diesen Anreiz eine vermehrt haushälterische Bodennutzung ermöglicht wird. Zwei Stellungnahmen

legen Wert auf den nicht-obligatorischen Charakter des Vorgehens, und eine Stellungnahme ist der Ansicht, das Vorgehen würde der Fusionspolitik zu nahe stehen.

Vier Intervenierende sind gegen einen solchen Anreiz, da er ihrer Meinung nach die Gemeindeautonomie verletze. *Die interkommunale Planung wird angeregt und nicht obligatorisch erklärt. Die Gemeindeautonomie bleibt folglich gewahrt.*

7.9 Folgen für die Gemeinden

Vier Gemeinden verlangen, dass das Projekt des kantonalen Richtplans ihre geltende Ortsplanung nicht in Frage stellt.

Der neue kantonale Richtplan stellt die legalisierten Planungen nicht in Frage. Sobald er genehmigt ist, werden die Abänderungsanträge der Gemeindeplanungen auf der Grundlage der definierten Grundsätze geprüft.

Vierzehn Gemeinden sind unzufrieden wegen der neuen Aufgaben, die ihnen durch den kantonalen Richtplan übertragen werden.

Der kantonale Richtplan definiert nicht unbedingt neue kommunale Aufgaben. In den meisten Fällen ruft er die durch die geltende Gesetzgebung definierten kommunalen Aufgaben in Erinnerung oder präzisiert die Methodik zur Erfüllung der den Gemeinden übertragenen Aufgaben.

Drei Gemeinden sind gegen die neuen kommunalen Studien, die der kantonale Richtplan fordert.

Alle durch den kantonalen Richtplan geforderten kommunalen Studien beruhen auf der bereits geltenden Gesetzgebung.

7.10 Geforderte Ergänzungen

Der Richtplan muss von einem Ausführungsprogramm begleitet werden, das die Termine für die Realisierung der Studien und Projekte festlegt (22 Intervenierende, darunter der Bund und 16 Gemeinden).

Ein Ausführungsprogramm wird in Zukunft jährlich erstellt und vom Staatsrat auf der Grundlage der finanziellen Möglichkeiten des Kantons festgelegt.

Das Thema der Plätze für Fahrende müsste behandelt werden (5 Intervenierende).

Der Kanton erklärt sich bereit, diese Plätze eher mittels des Dialogs mit den Gemeinden, die für die Einrichtung dieser Plätze geeignet wären, festzulegen als mit einer Planung oder im Richtplan definierten Grundsätzen.

Dreizehn Gemeinden wünschen, dass der kantonale Richtplan von einem Finanzausgleich begleitet wird.

Es ist nicht Aufgabe des kantonalen Richtplans, ein neues Finanzausgleichssystem zu definieren. Der Kanton hat beschlossen, prioritär auf die Grösse der Verwaltungsstrukturen einzuwirken. Anschliessend muss der Finanzausgleich verändert oder ausgeweitet werden.

7.11 Inhalt des kantonalen Richtplans

a) Kapitel Siedlung und Ausstattung

Der Inhalt des Kapitels wird von 22 Intervenierenden gesamthaft angenommen, ohne dass auf ein besonderes Thema eingegangen wird. Eine Gemeinde erklärt, gegen den Inhalt zu sein, und eine andere hat keine Bemerkung zu machen.

Siedlungsstruktur

Sieben Stellungnahmen sind mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden; drei von ihnen wünschen jedoch

eine flexible Anwendung. Eine Gemeinde erklärt, gegen die Siedlungsstruktur zu sein.

Zwei Stellungnahmen wünschen, dass der definitive Perimeter der Agglomeration mit dem Perimeter des Kantonszentrums identisch sei.

Entsprechend den Aufgaben der Agglomeration sieht der Richtplan diese Anpassung vor.

Drei Intervenierende wünschen die Einrichtung eines zweiten Regionalzentrums für die Broye, das St-Aubin und Domdidier umfassen würde. Eine Intervention verlangt die Einrichtung eines Regionalzentrums für das Sense-Oberland.

Die Leitideen und Ziele in Sachen Raumplanung bezwecken die Verstärkung der bestehenden Regionalzentren. Die Erfüllung dieser Begehren könnte die Aufrechterhaltung des vorgeschlagenen Netzes langfristig gefährden. Im Übrigen erfüllen die vorgeschlagenen Zentren nicht die für ein Regionalzentrum erforderlichen Kriterien.

Neun Intervenierende wünschen die Ausdehnung der Regionalzentren auf Nachbargemeinden.

Alle Begehren wurden geprüft, doch keine der genannten Gemeinden entspricht im Moment den für ein Regionalzentrum erforderlichen Kriterien.

Zwölf Stellungnahmen wünschen eine Lockerung der für ein interkommunales Zentrum erforderlichen Kriterien, was die Einwohnerzahl und den Anschluss an den öffentlichen Verkehr betrifft.

Die Einwohnerzahl wurde auf der Grundlage des Bevölkerungsreservoirs festgesetzt, das für die Funktionstüchtigkeit einer gewissen Anzahl von Leistungen notwendig ist. Was die Verbindung im Stundentakt betrifft, darf diese nicht mit dem öffentlichen Verkehrsnetz der ersten Ebene verwechselt werden. Bestimmte Achsen der zweiten Ebene bieten momentan eine Verbindung im Stundentakt an, also den für interkommunale Zentren geforderten Anschluss.

Sechs Gemeinden wünschen, vom Kanton als interkommunales Zentrum anerkannt zu werden.

Der Kanton definiert keine interkommunalen Zentren. Es wird Aufgabe der Regionen sein, dies zu tun.

Siedlungskonzept und Kriterien zur Bemessung der Bauzonengrösse

Sechs Intervenierende sind einverstanden mit dem vorgeschlagenen System (einer wünscht allerdings eine flexible Anwendung des Systems).

Zwei Intervenierende sind gegen das vorgeschlagene System.

Zehn Stellungnahmen verlangen eine Senkung der vorgeschlagenen Faktoren. Sechs Intervenierende wünschen eine Anhebung der Faktoren. Eine Stellungnahme fordert Faktoren je nach Bezirk. Vierzehn Stellungnahmen wünschen aufgrund der von der A1 bewirkten Entwicklung höhere Faktoren für die Broye.

Die vorgeschlagenen Faktoren beruhen auf den verfügbaren Infrastrukturen oder dem vorgeschlagenen Netz und nicht auf den Bezirken. Die Definition von Faktoren je nach Bezirk würde Ungleichheiten zwischen den Regionen schaffen. Die Senkungs- und Erhöhungswünsche halten sich die Waage, und der Staatsrat wird die vorgeschlagenen Faktoren nicht abändern.

Der Bund fordert, dass das Thema in mehreren Punkten ergänzt wird, bevor das vorgeschlagene Vorgehen genehmigt werden kann: So ist ausdrücklich daran zu erinnern, dass auch andere Interessen bei der Bemessung zu berücksichtigen sind; die Gemeinden sind dazu zu verpflichten, die Reserven innerhalb der bebauten Flächen

zu verwenden; die Deklassierung zu grosser Bauzonen ist ausdrücklich vorzusehen; die Gemeinden, die aufgrund einer zu grossen Bauzone ihren Plan in den nächsten fünf Jahren zu revidieren haben, sind zu nennen.

Die drei ersten Begehren sind mehr oder weniger unverändert übernommen. Das vierte ist unrealistisch.

Das Berechnungssystem entsprechend der tatsächlich bebauten Fläche benachteiligt die Gemeinden, die das verdichtete Bauen gefördert haben (vierzehn Stellungnahmen).

Das vorgeschlagene System benachteiligt die Gemeinden, in denen verdichtet gebaut wurde, nicht stärker als das heutige System, das lediglich die Zahl der hinzugekommenen Einwohner berücksichtigt. Im Gegenteil. Das vorgeschlagene System erlaubt einer Gemeinde, mehr Einwohner auf derselben Fläche aufzunehmen, falls sie dies wünscht.

Acht Intervenierende sind der Meinung, die Berechnung auf der Basis der Einwohnerzahl sei vorteilhafter als jene auf der Basis der Fläche, da eine haushälterische Bodennutzung praktiziert wurde.

Die Fläche pro Einwohner nimmt rascher zu als die Bevölkerung. Die Behauptung ist falsch.

Fünfzehn Stellungnahmen wünschen, dass die Entwicklung der letzten Jahre in Sachen Zonen mit geringer Dichte in Frage zu stellen sei.

Es ist weder die Aufgabe des kantonalen Richtplans noch jene der Raumplanung, die Bestrebungen unserer Gesellschaft in Frage zu stellen. Die Raumplanung hat diese Tendenzen zu begleiten, damit sie sich unter den bestmöglichen Bedingungen abspielen.

Ein Malussystem ist einzuführen, um die Gemeinden, die mit dem Boden wenig haushälterisch umgegangen sind, zu benachteiligen (6 Intervenierende).

Ein solches System einzurichten ist schwierig, und der Kanton möchte nicht «mit dem Finger auf schlechte Schüler zeigen». Eine Überprüfung der Bauzonenreserven wird im Übrigen bei jeder Revision der Ortsplanung vorgenommen.

Das vorgeschlagene System begünstigt nur die Gemeinden, die sich im Verlauf der letzten fünfzehn Jahre entwickelt haben (18 Intervenierende).

Dies stimmt, doch das vorgeschlagene System ist nicht neu, und die diesbezügliche Rechtsprechung lässt es zu. Wenn sich allerdings eine Gemeinde rascher entwickelt und wenn sie ihre Planung aufgrund eines Mangels an Bauzonen vor der festgelegten Frist zu revidieren wünscht, wird es der Kanton nicht ablehnen, darauf einzutreten.

Die Bemessung müsste sich an der Zukunft und nicht an der Vergangenheit orientieren (12 Intervenierende).

Die Zukunft vorauszusehen fällt schwer. Das vorgeschlagene System, das sich auf die Vergangenheit stützt, wurde bisher zufriedenstellend angewandt. Es wird ebenfalls von der einschlägigen Rechtsprechung anerkannt.

Besiedlung und Bewirtschaftung der Bauzone auf lokaler Ebene

Sechs Intervenierende halten die Zehnjahresfrist, die für die Realisierung der Vorstudie zur Prüfung einer eventuellen Revision vorgesehen ist, für zu lang. Eine Intervention findet diese Frist zu kurz. Der Bund verlangt, dass diese Vorstudie bei jedem Abänderungsgesuch der Bauzone, doch maximal in einer Frist von zehn Jahren, erforderlich sei.

Der Kanton übernimmt den Vorschlag des Bundes, indem er ihn etwas abschwächt. Die Vorstudie wird für jede erhebliche Erweiterung der Bauzone gefordert.

Fünf Gemeinden erklären sich mit den Grundsätzen zur Bewirtschaftung der Bauzone einverstanden; eine Gemeinde lehnt die Grundsätze ab. Eine Gemeinde stellt die Frage, ob eine Finanzhilfe des Kantons möglich sei. *Augenblicklich ist keinerlei Finanzhilfe möglich.*

Zwei Gemeinden betonen die Schwierigkeit, einen gemeinsamen Richtplan der Bodennutzung zu erstellen. Eine der beiden wünscht, dass diese Richtpläne nicht obligatorisch wären.

Diese Pläne sind nicht obligatorisch, doch lässt sich anhand von ihnen beispielsweise der für Zentren vorgeschlagene Faktor ermitteln. Ohne gemeinsamen Richtplan wird dieser Faktor anhand der verfügbaren Infrastruktur festgelegt.

Vierundzwanzig Gemeinden verlangen in Anbetracht der vom neuen Richtplan geforderten Massnahmen die Wiedereinführung der Subvention für die Ortsplanung.

Die Subventionen für die Ortsplanung wurden vom Grossen Rat anlässlich der letzten Überprüfung des RPBG abgeschafft. Mit dem kantonalen Richtplan können keine Subventionen eingeführt oder wieder eingeführt werden.

Arbeitszonen und grosse Verkehrserzeuger

Dreizehn Intervenierende haben den Begriff der Reserven, deren Grösse einem Drittel der von bestehenden Unternehmen besetzten Flächen entspricht, nicht verstanden.

Die entsprechende Formulierung wurde abgeändert, um Missverständnisse zu vermeiden.

Sieben Gemeinden wünschen, in einen Entwicklungsschwerpunkt integriert zu werden.

Die Darstellung der Schwerpunkte ist schematisch; es handelt sich nicht um eine präzise Abgrenzung. Damit eine Arbeitszone als Zone von kantonalen Bedeutung anerkannt wird, hat die vorgeschlagene Zone den im Richtplan genannten Kriterien zu entsprechen. Bei nachgewiesenem Bedarf auf regionaler Ebene kann jede Gemeinde, die eine den definierten Kriterien entsprechende Zone vorschlägt, ihre Arbeitszone im Sachplan aufgeführt sehen.

Drei Gemeinden wünschen, dass ihre Arbeitszone als von kantonalen Bedeutung anerkannt wird.

Das einzuschlagende Vorgehen zur Festlegung neuer Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung ist in der vorhergehenden Antwort präzisiert.

Zwei Stellungnahmen sind gegen die Konzentration grosser Verkehrserzeuger in Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung, da dieser Unternehmenstyp sich auch in Gemeinden ansiedeln können sollte, die augenblicklich über keine Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung verfügen.

Der Plan präzisiert, dass grosse Verkehrserzeuger in Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung oder in Sektoren liegen müssen, die den für Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung definierten Kriterien entsprechen. Es ist also nicht ausgeschlossen, dass Anlagen, die grossen Verkehr erzeugen, ausserhalb der heutigen Arbeitszonen von kantonalen Bedeutung angesiedelt werden können.

Touristische Entwicklungsschwerpunkte

Neun Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden, einer ist dagegen.

Zwölf Intervenierende verlangen die Einrichtung eines kantonalen Tourismusschwerpunktes «Greizersee». *Dieser eventuelle Schwerpunkt entspricht nicht den für einen kantonalen Tourismusschwerpunkt definierten Kriterien. Er kann dagegen den Kriterien eines regionalen*

Tourismusschwerpunktes entsprechen. Es ist Sache der Region, diesbezüglich einen Entscheid zu treffen.

Elf Intervenierende verlangen eine Erweiterung des Tourismusschwerpunktes der Broye auf das gesamte Südufer des Neuenburgersees oder die Einrichtung kantonalen Tourismusschwerpunkte in Delley–Portalban–Gletterens einerseits, Châbles–Cheyres andererseits.

Diese eventuellen Schwerpunkte entsprechen nicht den für einen kantonalen Tourismusschwerpunkt definierten Kriterien. Sie können dagegen den Kriterien eines regionalen Tourismusschwerpunktes entsprechen. Es ist Sache der Region, diesbezüglich einen Entscheid zu treffen.

Vier Intervenierende verlangen die Erweiterung des Tourismusschwerpunktes Murten bis zum Vully/Wistenlach. *Der Vully entspricht nicht den für einen kantonalen Tourismusschwerpunkt definierten Kriterien. Er kann dagegen den Kriterien eines regionalen Tourismusschwerpunktes entsprechen. Es ist Sache der Region, diesbezüglich einen Entscheid zu treffen.*

Drei Intervenierende verlangen eine Erweiterung des Tourismusschwerpunktes Charmey auf das Jauntal bis einschliesslich Jaun.

Die Gemeinde Jaun entspricht nicht den für einen kantonalen Tourismusschwerpunkt definierten Kriterien. Sie kann dagegen den Kriterien eines regionalen Tourismusschwerpunktes entsprechen. Es ist Sache der Region, diesbezüglich einen Entscheid zu treffen.

Ansiedlung von Tourismus- und Freizeitanlagen

Zehn Intervenierende betonen die Notwendigkeit, die Aufgabenverteilung in Sachen Unterhalt, Finanzierung und Markierung für die touristischen Routen und Strecken zu verdeutlichen.

Verbesserungsmöglichkeiten werden augenblicklich im Rahmen der Revision des Tourismusgesetzes geprüft.

Wanderwege

Die Freiburger Arbeitsgemeinschaft für Wanderwege verlangt, dass die Aufgabenverteilung zwischen ihr und dem FTV überprüft wird.

Eine Möglichkeit der Überprüfung des Staatsratsbeschlusses über die Ausführung des Bundesgesetzes wird dem Staatsrat vorgelegt werden.

Zweiradtourismus

Sechs Intervenierende verlangen die Hinzufügung von Routen zu dem im Plan verzeichneten Radwandernetz. *Ganz allgemein werden diese Begehren im Rahmen der Überprüfung der kantonalen Radwanderwegplanung geprüft.*

Schützenswerte Ortsbilder

Neunzehn Intervenierende wünschen weitere Informationen über das Verzeichnis und die Möglichkeiten, dieses abzuändern.

Tatsächlich wurde das Verzeichnis den Gemeinden bisher nie offiziell übersandt. Dies wird demnächst geschehen, zusammen mit einer Wegleitung, die zurzeit verfasst wird. Gewöhnlich wird das Verzeichnis dem Planungsbeauftragten der Gemeinde bei der Überprüfung der Ortsplanung zur Verfügung gestellt. Bei der Erstellung ihrer Ortsplanung kann die Gemeinde das Verzeichnis in Frage stellen.

Zwei Intervenierende wünschen Erleichterungen für Ortsbilder der Kategorie 2.

Diese Massnahmen bezwecken den Schutz von Ortsbildern regionaler Bedeutung oder den Schutz der Umgebung von Ortsbildern von nationaler Bedeutung. Aufgrund der wichtigen Rolle dieser Objekte können die Grundsätze nicht abgeändert werden.

Drei Intervenierende fragen, ob Finanzierungsmöglichkeiten bestehen.

Das Kulturgüterschutzgesetz sieht für den Einzelfall finanzielle Unterstützungen vor.

Spitäler

Fünfzehn Intervenierende verlangen, den Text über das Spital in Meyriez/Merlach abzuändern, da die Diskussionen noch nicht abgeschlossen sind.

Der Text wurde abgeändert, um den augenblicklich noch provisorischen Charakter der für den See- und Sensebezirk vorgeschlagenen Lösungen zu verdeutlichen.

Drei Intervenierende wünschen, dass die Akutspitäler kantonalisiert werden.

Aufgrund eines Postulats wird augenblicklich eine Studie durchgeführt. Die Arbeiten dürften zwei Jahre dauern. Dieser Aspekt fällt nicht in die Zuständigkeit des kantonalen Richtplans.

Energie

Sechs Intervenierende weisen darauf hin, dass der kantonale Richtplan mit dem kommunalen Energierichtplan ein neues Instrument schafft, und verlangen, dass diese Arbeiten subventioniert werden.

Der kantonale Richtplan schafft kein neues Instrument. Das neue Energiegesetz sieht die Erstellung eines kommunalen Energierichtplans vor. Eine finanzielle Unterstützung ist nicht vorgesehen. Die Amt für Verkehr und Energie haben zuhanden der Gemeinden eine Wegleitung für die Erstellung dieses Plans erarbeitet.

Schiessstände

Vier Gemeinden wünschen, dass ihnen der Inhalt des Plans eine ausführlichere Antwort auf ihr Schiessstandsproblem gibt.

Der kantonale Richtplan legt die hauptsächlichen Grundsätze fest. Was die Schiessstände betrifft, hat die Baudirektion den Gemeinden Richtlinien zukommen lassen, um damit auf spezifischere Probleme zu antworten.

b) Kapitel Verkehr

Zwölf Stellungnahmen erklären sich mit dem Kapitel Verkehr insgesamt einverstanden, eine ist dagegen. Drei Intervenierende haben keine Bemerkungen zu machen.

Öffentlicher Verkehr

Sechs Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen öffentlichen Verkehrssystem einverstanden. Fünf Intervenierende sind dagegen.

Sechs Intervenierende fragen, ob es sinnvoll ist, alle Gemeinden mit öffentlichen Verkehrsmitteln bedienen zu wollen.

Der kantonale Richtplan sieht vor, das gesamte Kantonsgebiet zu erschliessen. Es kann nicht darum gehen, einzelne Regionen in Sachen öffentlicher Verkehr zu benachteiligen.

Vier Intervenierende wünschen, dass alternative Lösungen, wie der Rufbus, geprüft werden können.

Dieser Lösungstyp ist insbesondere für das Netz der dritten Ebene vorgesehen.

Dreizehn Intervenierende wünschen eine Erhöhung der für die Netze der ersten und zweiten Ebene vorgeschlagenen Takte.

Die geltende Gesetzgebung präzisiert, dass die Nachfrage das Angebot bestimmt. Die vorgeschlagenen Minutaltakte entsprechen diesen Kriterien auf den verschiedenen Netzen.

Dreizehn Intervenierende wünschen, dass die Takte zwischen dem Kantonszentrum und den Regionalzentren zwischen 19 Uhr und 6 Uhr verstärkt werden.

Der Text des Richtplans präzisiert, dass für die genannte Zeit das Angebot von Fall zu Fall überprüft wird. Auf der Grundlage des festgestellten Nachfrage dürfte beispielsweise das Angebot zwischen Freiburg und Bulle demnächst erhöht werden.

Zwanzig Stellungnahmen verlangen Abänderungen hinsichtlich der Ebene der Verbindung oder die Einrichtung von Buslinien der ersten und zweiten Ebene.

Die Begehren wurden geprüft, doch konnte keiner der Abänderungsanträge berücksichtigt werden, da die augenblickliche Nachfrage diese Veränderung des Angebots nicht rechtfertigt.

Fünf Intervenierende verlangen, dass das interkantonale Kollegium der Broye in der Organisation des öffentlichen Verkehrs berücksichtigt wird.

Das für die betreffenden Regionen vorgeschlagene Netz wurde überprüft, insbesondere auf der Grundlage dieser neuen Einrichtung.

Neun Intervenierende wünschen Präzisierungen zur Finanzierung des vorgeschlagenen Netzes.

Die Finanzierung wird gemäss den Bestimmungen des kantonalen Gesetzes über den öffentlichen Verkehr sichergestellt.

Vier Intervenierende verlangen, die Verbindungen mit der Broye zu optimieren.

Die Verbindungen sind augenblicklich gut in Payerne, dem Zentrum des Netzes der Broye. Das vorgeschlagene Netz stellt sie nicht in Frage.

Kantonales Strassennetz

Acht Intervenierende verlangen höhere Klassierungen (Haupt- bzw. Kantonsstrasse) als im vorgeschlagenen Netz. Drei Intervenierende verlangen niedrigere Klassierungen für Strassen des vorgeschlagenen Netzes.

Die Kriterien des vorgeschlagenen Netzes sind im Strassengesetz festgelegt. Eventuelle gerechtfertigte Abänderungen werden im Rahmen der für 2005 geplanten Revision des kantonalen Strassennetzplans geprüft.

Sechs Intervenierende wünschen einen besseren Unterhalt des Strassennetzes. Ein Intervenierender verlangt, das gegenwärtige kantonale Strassennetz müsse verkleinert werden.

Das augenblickliche Budget erlaubt den Unterhalt des Netzes. Dieses spielt eine wichtige soziale Rolle, und der Kanton kann es nicht vernachlässigen.

Ortsdurchfahrten

Präzisierungen hinsichtlich der Möglichkeiten der Verkehrsberuhigung auf den kantonalen Hauptstrassen werden gewünscht (3 Intervenierende).

Auf Hauptstrassen können nur Massnahmen zur Geschwindigkeitsreduktion in Betracht gezogen werden.

Zwei Intervenierende stellen die Frage, ob die Überprüfung der Valtraloc-Wegleitung vorsieht, die Beiträge des Kantons zu erhöhen.

Diese Möglichkeit ist nicht vorgesehen.

Radwegnetz

Drei Intervenierende verlangen, dass für die Realisierung des Radwegnetzes ein Zeitplan aufgestellt wird.

Die Interventionen werden unter Berücksichtigung aller Strassenbenutzer und nicht allein entsprechend den Bedürfnissen der Radfahrer geplant.

Präzisierungen werden gewünscht über die Finanzierung der zugunsten der Zweiräder vorgesehenen Einrichtungen.

Die Einrichtungen gehen zu Lasten des Eigentümers der Infrastruktur.

c) Kapitel Ländlicher und natürlicher Raum

Zehn Intervenierende erklären sich einverstanden mit dem vorgeschlagenen Inhalt. Zwei Stellungnahmen sind dagegen, und siebzehn Intervenierende haben keine Bemerkungen zu machen.

Landwirtschafts- und Fruchtfolgeflächen

Acht Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden. Vierundzwanzig Intervenierende sind aufgrund der geforderten Ausgleichsmassnahmen dagegen. Drei Intervenierende sind der Ansicht, die vorgeschlagene Methodik sei zu wenig streng.

Aufgrund der Schwierigkeiten, welche die Ausgleichsmassnahmen zahlreichen Gemeinden bereiten, schlägt der Kanton vor, diese Forderung fallen zu lassen, doch die Grundsätze für die Bemessung von Wohnzonen, Arbeitszonen und Zonen von allgemeinem Interesse in Erinnerung zu rufen. Der modifizierte Text wurde den Gemeinden bereits während eines Monats unterbreitet, bevor der Richtplan dem Grossen Rat vorgelegt wird. Vier Intervenierende wünschen, dass die Erhaltung der Landwirtschaftsflächen von finanziellen Ausgleichsmassnahmen begleitet wird.

Aufgrund der vorgeschlagenen Abänderung ist eine solche Massnahme nicht mehr gerechtfertigt.

Vier Intervenierende verlangen, dass die guten Ackerböden angemessener auf die Bezirke verteilt werden.

Die Verteilung erfolgt auf der Grundlage agronomischer Kriterien, und es ist nicht möglich, diese zu verändern.

Bodenverbesserungen

Vier Intervenierende wünschen, dass das Thema der Alpstrassen behandelt wird.

Die Problemstellung ist behandelt. Die Alpstrassen sind der Alp- und Forstwirtschaft vorbehalten. Der kantonale Richtplan kann keine Polizeiprobleme lösen.

Diversifizierung der Landwirtschaft

Vierzehn Intervenierende halten die Forderung der konzentrierten Ansiedlung der über die «innere Aufstockung» hinausgehenden Tätigkeiten für zu restriktiv. *Die konzentrierte Ansiedlung wird durch die diesbezügliche Bundesgesetzgebung geregelt. Der Kanton verfügt in diesem Bereich nur über wenig Handlungsfreiraum.*

Vier Intervenierende wünschen, dass die Interessen des Landschafts- und Umweltschutzes ausdrücklich erwähnt werden.

Diese Aspekte sind in den Planungsverfahren stets berücksichtigt. Sie gelten für den vorliegenden Bereich im gleichen Mass wie für andere Bereiche.

Bericht Gebäude ausserhalb der Bauzone

Fünf Intervenierende sind der Ansicht, die Reglementierung für Bauten ausserhalb der Bauzone sei zu restriktiv. *Dieser Bereich wird hauptsächlich durch die Bundesgesetzgebung geregelt. Der Kanton verfügt nur über wenig Handlungsfreiraum. Die Baudirektion hat kantonale Richtlinien ausgearbeitet.*

Geschützte Gebäude ausserhalb der Bauzone

Fünf Intervenierende wünschen, dass die vorgesehenen Bestimmungen für alle Gebäude mit Schutzwert C und für Alphütten gelten.

Die Bundesgesetzgebung sieht vor, dass diese Bestimmungen nur für Gebäude gelten, die vom Gesichtspunkt des Kulturgüterschutzes aus ein hohes Interesse besitzen. Deshalb wurden nur die Werte A und B festgehalten. Hinsichtlich der Alphütten werden augenblicklich Anpassungen studiert, und im Laufe des Jahres 2002 wird diesbezüglich ein besonderes Thema des Richtplans vorgelegt.

Bericht Landschaft

Elf Intervenierende verlangen die Beibehaltung des Kantonsinventars. Fünf Intervenierende wünschen die Erstellung eines neuen Kantoninventars.

Der Kanton hält an seiner Position zu diesem Punkt fest.

Aktionsschwerpunkte

Drei Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden. Zwei Intervenierende sind dagegen. Ein Intervenierender hat keine Bemerkung zu machen, und ein Intervenierender findet, der Kanton müsse in diesem Bereich mehr unternehmen.

Fünf Intervenierende wünschen, dass der Naturschutz in der Stadt behandelt wird.

Dieser Aspekt wird im erläuternden Bericht erwähnt, bildet aber für den Kanton keinen Aktionsschwerpunkt.

Fünf Intervenierende wünschen Präzisierungen zu den Finanzierungsmodalitäten.

Finanzierungsmodalitäten sind hauptsächlich in der Bundesgesetzgebung vorgesehen.

Ökologischer Ausgleich

Drei Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden. Ein Intervenierender ist dagegen. Ein Intervenierender hat keine Bemerkung zu machen.

Vier Stellungnahmen verlangen, dass die von den Landwirten geforderten 7% Flächen nicht erhöht werden.

Dieser Prozentsatz ist in der Bundesgesetzgebung fixiert. Der Kanton hat in diesem Bereich keinen Handlungsspielraum.

d) Kapitel Umwelt

Dieses Kapitel gibt lediglich zu wenigen Bemerkungen Anlass. Fünfundzwanzig Intervenierende erklären sich mit dem vorgeschlagenen Inhalt einverstanden. Achtzehn Intervenierende haben keine Bemerkungen zu machen.

Lärmschutz

Vier Intervenierende wünschen, dass Daten für Sanierungen, insbesondere in Sachen Kantonsstrassen, fixiert werden.

Dieser Aspekt wird in das Ausführungsprogramm aufgenommen.

Belastete Standorte

Sieben Intervenierende wünschen, dass auf kantonaler Ebene eine Finanzierung der Sanierung vorgesehen wird. *Dieser Aspekt wird nach der Realisierung des Katasters der belasteten Standorte studiert.*

e) Übersichtskarte

Der Bund wünscht Präzisierungen zu den kartographierten Elementen.

Eine Einleitung wurde verfasst, in der die Kartenangaben genauer erklärt sind.

Fünf Intervenierende weisen darauf hin, dass die kartographischen Grunddaten nicht mehr aktuell sind (vor allem in Sachen Gemeindefusionen).

Der Kanton kann die kartographischen Grunddaten nicht aktualisieren. Die nächste Nachführung findet laut dem Bundesamt für Landestopographie Ende 2002 statt. In der Einleitung zur Karte wird dieser Punkt präzisiert. Fünf Gemeinden verlangen, dass ihre Umfahrungsstrasse auf der Übersichtskarte eingetragen wird. Vier Intervenierende verlangen die Darstellung der Umfahrung von Kerzers. Drei Intervenierende verlangen die Darstellung der Umfahrung von Courtepin. Drei Intervenierende verlangen die Darstellung der Umfahrung von Gurmels–Salvenach.

Die Übersichtskarte wurde korrigiert. Einzig die Projekte, für die eine politische Entscheidung vorliegt, wurden berücksichtigt.

Drei Intervenierende wünschen die Darstellung der Streckenführung der Bahn 2000.

Diese Ergänzung wurde vorgenommen.

Neun Intervenierende weisen auf Irrtümer bei den Gewässerschutzzonen S hin.

Tatsächlich wurden nicht sämtliche Elemente kartographiert. Eine systematische Überprüfung wurde vorgenommen.

8. ERHEBLICHE MEINUNGSVERSCHIEDENHEITEN

Im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung und auf der Grundlage eines ersten Vernehmlassungsberichts hat die Baudirektion eine Liste der erheblichen Meinungsverschiedenheiten zwischen den Gemeinde- und Kantonsinstanzen gemäss Artikel 21 Abs. 6 RPBG zusammengestellt. Dabei gelten Meinungsverschiedenheiten über Grundsätze aus dem geltenden Recht oder den Sachplänen des Bundes nicht als erhebliche Meinungsverschiedenheiten. Gleichfalls unberücksichtigt blieben Meinungsverschiedenheiten über Grundsätze aus den kantonalen Planungen, die unverändert in den kantonalen Richtplan übernommen und in den Gemeinden bereits zur Vernehmlassung öffentlich aufgelegt wurden.

Die als solche identifizierten erheblichen Meinungsverschiedenheiten bezogen sich auf folgende Themen:

- Begrenzung der Regionalzentren
- Kriterien für interkommunale Zentren
- Gesuche an den Kanton um Anerkennung als interkommunales Zentrum
- Faktoren für die Bemessung der Bauzonengrösse
- Notwendigkeit, in den auf die Genehmigung des kantonalen Richtplans folgenden zehn Jahren eine Vorstudie für Ortsplanungen durchzuführen
- Kriterien für die Ansiedlung grosser Verkehrserzeuger
- Begrenzung der kantonalen Tourismusschwerpunkte
- Öffentliche Verkehrsplanung

Mit jedem Intervenierenden wurde ein individueller Briefwechsel geführt. Die Schreiben enthielten die Meinungsverschiedenheit(en) und die von den zuständigen Kantonsstellen vorgelegte Antwort. Die Gemeinderäte hatten einen Monat Zeit, um gemäss Artikel 21 Abs. 6 RPBG ein mögliches Treffen mit einer Delegation des Staatsrats zu verlangen.

Sieben Gemeinderäte und ein Gemeindeverband ersuchten innerhalb der vorgegebenen Frist um ein Treffen. Weniger formelle Kontakte fanden auch mit anderen Gemeindeverbänden oder -gruppierungen statt.

Nach diesen Treffen mit der Staatsratsdelegation kann festgestellt werden, dass die während der Sitzungen gelieferten Erläuterungen gewisse Missverständnisse zu klären vermochten.

Die vorgeschlagenen kantonalen Tourismusschwerpunkte bilden die wichtigste noch nicht ausgeräumte Meinungsverschiedenheit. In dieser Hinsicht beschloss der Staatsrat, die Anerkennungsgesuche für neue kantonale Tourismusschwerpunkte auf der Grundlage der im kantonalen Richtplan definierten Zugehörigkeitskriterien zu überprüfen. Diese Analyse ergab, dass kein Gesuch sämtliche Kriterien erfüllt. Aus diesem Grund erfährt die Festlegung der kantonalen Tourismusschwerpunkte keine Änderung.

9. DIE WICHTIGSTEN AUFGRUND DER ÖFFENTLICHEN VERNEHMLASSUNG VORGENOMMENEN ÄNDERUNGEN

Das der öffentlichen Vernehmlassung unterbreitete Dokument erfuhr verschiedene Abänderungen. Es geht hier nicht darum, sie alle aufzuzählen, sondern darum, auf die wichtigsten am Inhalt des Richtplans vorgenommenen Änderungen hinzuweisen.

Der kantonale Richtplan wurde in den folgenden wichtigen Punkten abgeändert:

- Streichung der Notwendigkeit, die Inanspruchnahme guter Ackerböden zu kompensieren
- Aufnahme eines erläuternden Texts zur Kartographie des kantonalen Richtplans
- Ergänzungen der Massnahmen zur Bemessung der Bauzonengrösse infolge der Bemerkungen des Bundesamts für Raumentwicklung
- Präzisierung der Kriterien für die Grössenbemessung der Arbeitszonen von regionaler und lokaler Bedeutung

Zahlreiche weitere kleine Änderungen wurden im Anschluss an die öffentliche Vernehmlassung vorgenommen.

10. MODALITÄTEN FÜR DIE VERWALTUNG DES RICHTPLANS

10.1 Änderungen des kantonalen Richtplans

Das Raumplanungs- und Baugesetz schreibt vor, dass der kantonale Richtplan alle zehn Jahre überprüft wird. Betroffene Gemeinden haben die Möglichkeit, inhaltliche Änderungen zu beantragen. Dabei wird zwischen erheblichen und geringfügigen Änderungen unterschieden.

Erhebliche Änderungen unterliegen demselben Verfahren wie der Richtplan selbst. Der modifizierte Inhalt wird für zwei Monate – drei Monate für die Gemeinden – in die öffentliche Vernehmlassung geschickt, bevor er vom Staatsrat verabschiedet und vom Bundesrat genehmigt wird.

Sollten neue Studien oder Sachpläne erhebliche Änderungen des Richtplans nach sich ziehen, werden diese Dokumente bei der Vernehmlassung den neuen Texten des Richtplans beigelegt.

Ein Thema erfährt eine erhebliche Änderung, wenn Abänderungen der Abschnitte «2. Grundsätze» bis «4. Umsetzung» vorgenommen werden. Eine Ausnahme: Abänderungen im Abschnitt «3. Aufgabenverteilung», welche die Aufgaben der Ämter der kantonalen Verwaltung und die Aktualisierung der Karten betreffen, werden als geringfügig betrachtet, wenn dabei die im Text des Richtplans definierten Grundsätze nicht berührt werden. Bei geringfügigen Änderungen handelt es sich um Aktualisierungen der im Text gelieferten Informationen. Abänderungen dieses Typs werden ohne öffentliche Vernehmlassung vorgenommen. Der Staatsrat genehmigt sie und gibt seinen Entscheid den Bundes- und Gemeindebehörden bekannt.

10.2 Ausführungsprogramm des Plans

Der Richtplan verzichtet auf die Nennung von Terminen für die erwähnten Studien, da deren Realisierung zu einem grossen Teil von den finanziellen Möglichkeiten des Kantons abhängt. Dagegen bestimmt der Staatsrat alljährlich, welche der im Richtplan erwähnten Studien innert Jahresfrist in Angriff genommen werden sollen.

10.3 Raumplanungsbericht

Das Raumplanungsgesetzgebung auf eidgenössischer und kantonaler Ebene verpflichtet die zuständigen Behörden, am Ende einer Legislaturperiode einen Bericht vorzulegen, der über den Stand und die Umsetzung der kantonalen Raumplanung informiert. Da der in Revision befindliche Richtplan als Bericht für das Jahr 2002 angesehen werden kann, folgt der nächste Bericht im Jahr 2007.

11. FORTSETZUNG DER ARBEITEN

Sobald der kantonale Richtplan dem Grossen Rat zur Vernehmlassung vorgelegt worden ist, wird er vom Staatsrat verabschiedet und anschliessend dem Bundesrat zur Genehmigung unterbreitet. Der genehmigte Richtplan dürfte im letzten Trimester 2002 an die Gemeinden und die betroffenen Stellen verteilt werden.

Der Staatsrat ersucht den Grossen Rat, vom Dossier des kantonalen Richtplans Kenntnis zu nehmen.

—————